

*FCP (Fonds Commun de Placement)
de droit français*

*OPCVM relevant de la
Directive 2009/65 CE*

OFI INVEST GLOBAL SOVEREIGN BONDS

Rapport annuel au 30 septembre 2025

Commercialisateur : **OFI INVEST AM - ABEILLE VIE**

Société de Gestion : **OFI INVEST AM**

Dépositaire et Conservateur : **SOCIETE GENERALE**

Gestion administrative et comptable : **SOCIETE GENERALE**

Commissaire aux comptes : **PricewaterhouseCoopers Audit**

Ofi Invest Asset Management

Siège social : 127/129 Quai du Président Roosevelt
92130 Issy-les-Moulineaux

Société Anonyme à Conseil d'Administration
au capital de 71 957 490 € - RCS Nanterre 384 940 342



Ofi invest
Asset Management

CARACTÉRISTIQUES DE L'OPC

Dénomination

Ofi Invest Global Sovereign Bonds.

Forme juridique

Organisme de Placement Collectif en Valeurs Mobilières (OPCVM) de droit français, créé sous la forme d'un Fonds Commun de Placement (ci-après le « FCP » ou le « Fonds »).

Information sur le régime fiscal

Le régime décrit ci-dessous ne reprend que les principaux points de la fiscalité française applicable aux OPC. En cas de doute, le porteur est invité à étudier sa situation fiscale avec un conseiller. Un OPC, en raison de sa neutralité fiscale, n'est pas soumis à l'impôt sur les sociétés. La fiscalité est appréhendée au niveau du porteur de parts. Le régime fiscal applicable aux sommes distribuées par l'OPC ou aux plus et moins-values latentes ou réalisées par l'OPC dépend des dispositions fiscales applicables à la situation particulière de l'investisseur, de sa résidence fiscale et/ou de la juridiction d'investissement de l'OPC. Certains revenus distribués par l'OPC à des non-résidents en France sont susceptibles de supporter dans cet Etat une retenue à la source. Le régime fiscal peut être différent lorsque l'OPC est souscrit dans le cadre d'un contrat donnant droit à des avantages particuliers (contrat d'assurance, DSK, PEA...) et le porteur est alors invité à se référer aux spécificités fiscales de ce contrat.

Synthèse de l'offre de gestion

| Parts | Code ISIN | Affectation des sommes distribuables | | Devise de libellé | Montant initial de la part | Souscripteurs concernés | Montant minimum pour la première souscription | Montant minimum pour les souscriptions ultérieures |
|-------------------|--------------|--------------------------------------|------------------------------|-------------------|--|---|---|--|
| | | Revenu net | Plus-values nettes réalisées | | | | | |
| A | FR0012184042 | Capitalisation | Capitalisation | Euro | Valeur liquidative datée du 12 novembre 2014 | Tous souscripteurs, particulièrement destiné servir de support à des contrats d'assurances | Pas de minimum | Pas de minimum |
| RF ⁽¹⁾ | FR0012217958 | Capitalisation | Capitalisation | Euro | Valeur liquidative datée du 12 novembre 2014 | Part réservée aux investisseurs souscrivant via des distributeurs ou intermédiaires : - soumis à des législations nationales interdisant toutes rétrocessions aux distributeurs ; - fournissant un service de conseil indépendant au sens de la réglementation européenne MIF2 ; - fournissant un service de gestion individuelle de portefeuille sous mandat. | Pas de minimum | Pas de minimum |

(i) La part RF peut également être souscrite à hauteur d'une part par :

- La société de gestion de portefeuille du Fonds ou une entité appartenant au même groupe ;
- L'établissement Dépositaire ou une entité appartenant au même groupe ;
- Le promoteur du Fonds ou une entité appartenant au même groupe.

Objectif de gestion

Le FCP a pour objectif de réaliser, sur la durée de placement recommandée supérieure à 5 ans, une performance supérieure à l'indicateur de référence Bloomberg G4 Global Treasury – USD/EUR/JPY/GBP only Total Return Index Hedged EUR (cours de clôture - coupons réinvestis).

Indicateur de référence

L'indicateur de référence est l'indice Bloomberg G4 Global Treasury – USD/EUR/JPY/GBP only Total Return Index Hedged (cours de clôture, coupons nets réinvestis).

L'indice Bloomberg G4 Global Treasury – USD/EUR/JPY/GBP only Total Return Index Hedged EUR (notionnel échu et coupons réinvestis) est un indicateur représentatif de la performance du marché des emprunts d'Etat des 4 grandes zones géographiques (Etats-Unis d'Amérique, Europe, Royaume-Unis et Japon) et sur l'ensemble des segments de courbe. Sa performance inclut le réinvestissement en fin de mois des coupons et des notionnels échus durant le mois couru. Il est calculé et diffusé par Bloomberg. Des informations sur cet indice sont disponibles sur le site www.bloombergindices.com

Son ticker Bloomberg est le : H20627EU Index.

Le FCP est géré activement. La composition du FCP peut s'écarte matériellement de la répartition de l'indicateur.

Stratégie d'investissement

Stratégie utilisée :

Critères financiers :

La stratégie de gestion est discrétionnaire quant à l'allocation d'actifs et à la sélection des valeurs.

Le Fonds sera en permanence exposé aux titres de créance et instruments du marché monétaire d'émetteurs publics ou quasi-publics libellées en euro, dollar, livre sterling et yen.

Le portefeuille sera investi jusqu'à 100% sur des émetteurs publics ou quasi-publics de pays membres de l'OCDE, et dans la limite de 10% sur des pays hors OCDE.

Le portefeuille pourra être investi dans la limite de 10% de l'actif net en parts ou actions d'OPC.

Le FCP pourra avoir recours à des instruments dérivés ou intégrant des dérivés. Les dérivés et les instruments intégrant des dérivés sont utilisés dans un but de couverture et/ou d'exposition aux risques de taux, de change.

L'exposition du FCP au risque de change est limitée à 10% de l'actif net. Pour respecter cette limite, une couverture du change pourra être mise en œuvre.

L'exposition du portefeuille pourra également être réalisée ou ajustée au moyen d'instruments dérivés ou intégrant des dérivés.

Le FCP offre une gestion active reposant sur un processus d'investissement rigoureux permettant d'identifier et de tirer parti de différentes sources de valeur ajoutée. Le portefeuille est construit et géré sur la base d'une analyse quantitative et qualitative de l'univers d'investissement, afin d'intégrer au portefeuille les valeurs jugées, par l'équipe de gestion, en adéquation avec les objectifs et contraintes de gestion.

Les gérants dressent une perspective globale offrant des vues cohérentes de marché, des thèmes d'investissement et des moteurs de performance clairement définis.

Les vues de marché sont ensuite transcrives en 6 stratégies d'investissement principales : directionnel, pente, crédit, valeur relative, inflation et volatilité.

Chaque moteur de performance est ainsi ventilé en stratégies d'investissement élémentaires grâce à l'analyse de différents critères qualitatifs et quantitatifs :

- gestion de l'exposition au risque de taux en termes de sensibilité,
- gestion des positions sur la courbe des taux,
- gestion de l'exposition globale au risque crédit,
- gestion de l'allocation géographique et sectorielle,
- sélection des émetteurs,
- choix de titres.

| | |
|---|--|
| Fourchette de sensibilité aux taux d'intérêt par rapport à l'indice : | Entre -1,5 et +1,5 |
| Devises de libellé des titres dans lesquels le FCP est investi | Toutes devises, dont notamment sans s'y limiter : Euro, US dollar, Livre sterling, Yen : jusqu'à 100% de l'actif net |
| Niveau de risque de change supporté par le FCP : | Entre 0% et 10% de l'actif net |
| Zone géographique des émetteurs des titres auxquels le FCP est exposé : | OCDE : jusqu'à 100% de l'actif net Hors OCDE : de 0 à 10% de l'actif net |

Analyse des critères extra-financiers :

Le gérant complète son étude, concomitamment à l'analyse financière, par l'analyse de critères extra financiers afin de sélectionner au mieux les titres en portefeuille.

La part des titres analysés ESG dans le portefeuille devra être supérieure à 90% de l'actif net du fonds (hors liquidités, OPC et produits dérivés) pour chacune des classes d'actifs.

La gestion met en œuvre une approche ESG en "amélioration de note", qui consiste à obtenir une note ESG moyenne du portefeuille supérieure à la note ESG moyenne de l'univers ISR, comprenant les valeurs de l'indice Bloomberg G4 Global Treasury – USD/EUR/JPY/GBP only Total Return Index Hedged, que la société de gestion considère comme un élément de comparaison pertinent de la notation ESG du Fonds au regard de sa stratégie.

Bien qu'elle reste seule juge de la décision d'investissement pour la sélection des titres, la société de gestion s'appuie sur sa notation ESG propriétaire réalisée par son équipe d'analyse ESG et détaillée dans l'annexe précontractuelle.

Par ailleurs, Ofi Invest Asset Management a identifié des zones de risques pour ses investissements en lien avec certains secteurs d'activités et référentiels internationaux. La société de gestion s'est donc dotée de politiques d'exclusion afin de minimiser ces risques et de gérer son risque réputationnel.

Le Fonds applique les politiques d'exclusion synthétisées dans le document dénommé « Politique d'investissement Exclusions sectorielles et normatives », disponible à l'adresse suivante : https://www.ofi-invest-am.com/pdf/principes-et-politiques/politique-exclusions-sectorielles-et-normatives_ofi-invest-AM.pdf

Les politiques d'exclusion sont également disponibles dans leur intégralité sur le site : <https://www.ofi-invest-am.com>

Le FCP ne fera pas de demande pour l'obtention du label ISR.

Règlementation SFDR :

Manière dont les risques de durabilité sont intégrés dans les décisions d'investissement du produit :

Le Fonds fait la promotion de caractéristiques environnementales et/ou sociales et de gouvernance au sens de l'article 8 du Règlement (UE) 2019/2088 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers (« Règlement SFDR »), mais ne fait pas de cette promotion un objectif d'investissement durable.

Toutefois, le Fonds a un minimum de 1% d'investissements durables de l'actif net et maintiendra en permanence un taux strictement supérieur à celui de son indice. Néanmoins, le Fonds peut détenir des investissements alignés sur les caractéristiques environnementales ou sociales qui ne sont pas considérés comme des investissements durables.

Pour plus d'informations relatives à la prise en compte des caractéristiques environnementales et/ou sociales et de gouvernance, nous vous invitons à vous référer au document d'informations précontractuelles tel qu'annexé au prospectus (annexe pour les produits financiers visés à l'article 8, paragraphes 1, 2 et 2 bis, du Règlement SFDR et à l'article 6, premier alinéa, du Règlement Taxonomie).

Taxonomie :

Les investissements sous-jacents à ce produit financier ne prennent pas en compte les critères de l'Union européenne en matière d'activités économiques durables sur le plan environnemental tels que définis par le « Règlement Taxonomie » (Règlement (UE) 2020/852 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement SFDR).

Le FCP ne prend actuellement aucun engagement minimum en matière d'alignement de son activité avec le « Règlement Taxonomie ». En conséquence, le pourcentage minimum d'investissement aligné à la Taxonomie sur lequel s'engage le Fonds est de 0%.

Le principe consistant à "ne pas causer de préjudice important" s'applique uniquement aux investissements sous-jacents au produit financier qui prennent en compte les critères de l'Union européenne en matière d'activités économiques durables sur le plan environnemental. Les investissements sous-jacents à la portion restante de ce produit financier ne prennent pas en compte les critères de l'Union européenne en matière d'activités économiques durables sur le plan environnemental.

Les actifs hors dérivés intégrés :

Actions et titres donnant accès au capital :

Le portefeuille du FCP n'a pas vocation à s'exposer au risque actions.

Titres de créance et instruments du marché monétaire :

Le portefeuille du Fonds est investi jusqu'à 100 % maximum de son actif net en obligations et titres de créances négociables, émis ou garantis par les états membres de l'OCDE ou par des émetteurs supranationaux ou assimilés, sur tout type de maturité.

Le marché d'intervention est donc mondial et porte sur des titres libellés en euro et d'autres devises.

Il est rappelé qu'une allocation cible constitue un objectif, et non un ratio impératif, qui peut ne pas être respecté en raison de conjonctures particulières laissant penser aux gérants qu'une classe d'actif peut ne pas présenter l'investissement optimal à un moment donné.

La typologie des titres de créance et du marché monétaire utilisés sera notamment la suivante :

- obligations à taux fixe
- obligations à taux variable
- obligations indexées sur l'inflation
- obligations callables
- obligations puttables
- obligations souveraines
- obligations high yield
- titres de créance négociables
- EMTN non structurés
- titres participatifs
- titres subordonnés
- bons du trésor

Critères de notation :

Les titres en portefeuille bénéficient d'une notation minimale long terme « Investment Grade » à l'acquisition, soit BBB- (Standard & Poor's et Fitch) ou Baa3 (Moody's) ou toute notation équivalente selon l'analyse de la société de gestion.

Dans la limite de 20% de l'actif net, le Fonds peut investir dans des titres souverains spéculatifs (High Yield) (notation inférieure à BBB- référence Standard & Poor's ou équivalent) jusqu'à BB-.

Les émetteurs peuvent relever de la zone euro ou de l'OCDE, et dans la limite de 10% de l'actif net hors OCDE. Les titres appartiendront au secteur public (Etats, émetteurs publics ou quasi publics),

Il est précisé que chaque émetteur sélectionné fait l'objet d'une analyse par la société de gestion, analyse qui peut diverger de celle de l'agence de notation. Pour la détermination de la notation de l'émission, la société de gestion peut se fonder à la fois sur ses propres analyses du risque de crédit et sur les notations des agences de notation, sans s'appuyer mécaniquement ni exclusivement sur ces dernières.

En cas de dégradation de la notation d'un émetteur au regard des critères de notation susmentionnés, les titres pourront être cédés sans que cela soit une obligation dans le respect des limites précisées par ailleurs. Ces cessions étant le cas échéant effectuées dans un délai permettant la réalisation de ces opérations dans l'intérêt des porteurs et dans les meilleures conditions possibles en fonction des opportunités de marché.

Actions et parts d'OPC :

Afin de gérer la trésorerie ou d'accéder à des marchés spécifiques (sectoriels ou géographiques) le Fonds peut investir dans la limite de 10% de l'actif net en parts ou actions d'OPCVM français ou étrangers conformes à la Directive 2009/65/CE investissant eux-mêmes au maximum 10% de leur actif en parts ou actions d'autres OPCVM ou fonds d'investissement, ou en parts et actions d'autres OPC français ou étrangers ou fonds d'investissement de droit étrangers qui satisfont aux conditions prévues aux 1^o à 4^o de l'article R. 214-13 du Code monétaire et financier.

Ces fonds peuvent être des OPCVM gérés ou promus par des sociétés du Groupe Ofi Invest.

Les instruments dérivés :

Dans le but de réaliser l'objectif de gestion, le FCP est susceptible d'utiliser des instruments dérivés dans les conditions définies ci-après :

Nature des marchés d'intervention :

- Réglementés
- Organisés
- De gré à gré

Risques sur lesquels le gérant désire intervenir :

- Action
- Taux
- Change
- Crédit

Nature des interventions, l'ensemble des opérations devant être limitées à la réalisation de l'objectif de gestion :

- Couverture
- Exposition
- Arbitrage

Nature des instruments utilisés :

- Futures
- Options
- Forwards
- Swaps : taux et devises
- Caps/floors
- Change à terme
- Dérivés de crédit : Credit Default Swap (sur indices et single name) et Total Return Swap (sur indices et single name)

Stratégie d'utilisation des dérivés pour atteindre l'objectif de gestion :

- Couverture générale du portefeuille aux risques de taux et de change
- Reconstitution d'une exposition synthétique à des actifs, à des risques
- Pilotage de l'exposition aux marchés de taux

Les instruments intégrant des dérivés :

Le FCP pourra détenir jusqu'à 10% de l'actif net les instruments intégrants des dérivés suivants :

Risques sur lesquels le gérant désire intervenir :

- Action
- Taux
- Change
- Crédit

Nature des interventions :

- Couverture
- Exposition
- Arbitrage

Nature des instruments utilisés :

- Obligations convertibles
- Obligations échangeables
- Obligations avec bons de souscription
- Obligations remboursables en actions
- Obligations contingentes convertibles
- Credit Link Notes
- EMTN Structurés
- Droits et warrants
- Obligations callables
- Obligations puttables

Stratégie d'utilisation des dérivés intégrés pour atteindre l'objectif de gestion :

De manière générale, le recours aux instruments intégrant des dérivés permet :

- d'exposer le portefeuille au marché des devises ;
- d'exposer le portefeuille au marché des taux, notamment aux fins d'ajuster la sensibilité du portefeuille, dans le respect des limites précisées par ailleurs ;
- de couvrir le portefeuille contre le risque de change ;
- ainsi que de couvrir le portefeuille des risques sur les taux, ou d'intervenir rapidement, notamment en cas de mouvements de flux importants liés aux souscriptions rachats et/ou à d'éventuelles fluctuations subites des marchés.

Les dépôts :

Le FCP ne fera pas de dépôts mais pourra détenir des liquidités dans la limite de 10% de l'actif net pour les besoins liés à la gestion des flux de trésorerie.

Les emprunts d'espèces :

Le FCP pourra avoir recours à des emprunts d'espèces (emprunts et découverts bancaires) dans la limite de 10% de l'actif net. Ces emprunts seront effectués dans le but d'optimiser la gestion de trésorerie et de gérer les modalités de paiement différé des mouvements d'actif et de passif.

Les acquisitions et cessions temporaires de titres :

Nature des opérations utilisées :

- Prises et mises en pension par référence au Code monétaire et financier
- Prêts et emprunts de titres par référence au Code monétaire et financier

Nature des interventions :

- Gestion de la trésorerie
- Optimisation des revenus du FCP

Ces opérations pourront porter sur l'ensemble des titres financiers éligibles au FCP.

Ces opérations sont traitées avec de grandes contreparties françaises ou internationales, telles que des établissements de crédit ou des banques dont la notation minimale pourrait aller jusqu'à BBB- (notation Standard & Poor's, Moody's, Fitch ou notation de la société de gestion), sélectionnées par la société de gestion conformément à sa politique de sélection et d'évaluation des contreparties disponible sur le site internet : www.ofi-invest-am.com.

Le traitement des opérations d'acquisitions et de cessions temporaires de titres tient compte des facteurs suivants : les taux obtenus, le risque de contrepartie et de garantie. Même si toutes les activités de financement de titres sont entièrement garanties, il reste toujours un risque de crédit lié à la contrepartie. Ofi Invest Asset management veille donc à ce que toutes ces activités soient menées selon les critères approuvés par ses clients afin de minimiser ces risques : la durée du prêt, la vitesse d'exécution, la probabilité de règlement.

Des informations complémentaires sur la rémunération de ces opérations figurent à la rubrique du prospectus « Frais et commissions ».

Les risques spécifiques associés aux opérations d'acquisitions et cessions temporaires de titres sont décrits dans la rubrique « Profil de risque ».

Niveaux d'utilisation envisagés et autorisés :

| | Prises en pension | Mises en pension | Prêts de titres | Emprunts de titres |
|---|-------------------|------------------|-----------------|--------------------|
| Proportion maximale d'actifs sous gestion | 100% | 100% | Néant | Néant |
| Proportion attendue d'actifs sous gestion | 10% | 10% | Néant | Néant |

Effet de levier maximum :

Le niveau d'exposition consolidé du FCP, calculé selon la méthode de l'engagement intégrant l'exposition par l'intermédiaire de titres vifs, de parts ou d'actions d'OPC et d'instruments dérivés pourra représenter jusqu'à 300% de l'actif net (levier brut), et jusqu'à 200% de l'actif net (levier net).

Contreparties utilisées :

Ces opérations sont traitées avec de grandes contreparties françaises ou internationales, telles que des établissements de crédit ou des banques sélectionnées par la société de gestion conformément à sa politique de sélection et d'évaluation des contreparties disponible sur le site internet : www.ofi-invest-am.com. Il est rappelé que, lorsque le FCP a recours à des contrats d'échange sur rendement global (TRS) et à des opérations d'acquisition et de cessions temporaires de titres (CTT), il convient de se référer aux dispositions particulières de sélection des contreparties concernant ces instruments (voir dispositions relatives aux contreparties sélectionnées dans la partie « Information particulière sur l'utilisation des TRS »).

Il est précisé que ces contreparties n'ont aucun pouvoir de décision discrétionnaire sur la composition ou la gestion du portefeuille d'investissement du FCP, sur l'actif sous-jacent des instruments financiers dérivés et/ou sur la composition de l'indice dans le cadre de swaps sur indice. De même, l'approbation des contreparties ne sera pas requise pour une quelconque transaction relative au portefeuille d'investissement du FCP.

Du fait de ces opérations réalisées avec ces contreparties, le FCP supporte le risque de leur défaillance (insolvabilité, faillite...). Dans une telle situation, la valeur liquidative du FCP peut baisser (voir définition de ce risque dans la partie « Profil de risque » ci-dessous).

Ces opérations font l'objet d'échanges de garanties financières en espèces.

Garanties financières :

Dans le cadre de ces opérations, du FCP peut recevoir / verser des garanties financières en espèces (appelé collatéral). Le niveau requis de ces garanties est de 100%.

Le collatéral espèces reçu peut être réinvesti, dans les conditions fixées par la réglementation, en dépôts ou en OPC Monétaire court terme à valeur liquidative variable.

Les garanties reçues par l'OPCVM seront conservées par le dépositaire.

Profil de risque

Votre argent sera investi dans des instruments financiers sélectionnés par la société de gestion. Ces instruments connaîtront les évolutions et les aléas des marchés financiers.

Au travers des investissements du FCP, les risques pour le porteur sont les suivants :

Risques principaux :

Risque de gestion discrétionnaire :

Le style de gestion discrétionnaire repose sur l'anticipation de l'évolution des différents marchés. Il existe un risque que le FCP ne soit pas investi à tout moment sur les valeurs et les marchés les plus performants.

Risque de perte en capital :

Le FCP ne bénéficie d'aucune garantie ni protection. Il se peut donc que le capital initialement investi ne soit pas intégralement restitué ou que la performance diverge de l'indicateur de référence.

Risque de contrepartie :

Le porteur est exposé à la défaillance d'une contrepartie ou à son incapacité à faire face à ses obligations contractuelles dans le cadre d'une opération de gré à gré, ce qui pourrait entraîner une baisse de la valeur liquidative

Risque lié aux produits dérivés :

Dans la mesure où le FCP peut investir sur des instruments dérivés et intégrant des dérivés, la valeur liquidative du Fonds peut donc être amenée à baisser de manière plus importante que les marchés sur lesquels le Fonds est exposé.

Risque juridique lié à l'utilisation d'opérations de financement sur titres :

Le FCP peut être exposé à des difficultés de négociation ou une impossibilité momentanée de négociation de certains titres dans lesquels le FCP investit ou de ceux reçus en garantie, en cas de défaillance d'une contrepartie d'opérations d'acquisitions et cessions temporaires de titres.

Risque lié à l'utilisation des titres spéculatifs (high yield) (haut rendement) :

L'OPVM peut détenir des titres spéculatifs (High Yield). Ces titres évalués « spéculatifs » selon l'analyse de l'équipe de gestion ou des agences de notation présentent un risque accru de défaillance, et sont susceptibles de subir des variations de valorisation plus marquées et/ou plus fréquentes, pouvant entraîner une baisse de la valeur liquidative.

Risque de taux :

En cas de hausse des taux, la valeur des investissements en instruments obligataires ou titres de créance baissera ainsi que la valeur liquidative. Ce risque est mesuré par la sensibilité qui traduit la répercussion qu'une variation de 1% des taux d'intérêt peut avoir sur la valeur liquidative du FCP. A titre d'exemple, pour un FCP ayant une sensibilité de +2, une hausse de 1% des taux d'intérêt entraînera une baisse de 2% de la valeur liquidative du FCP.

Risque de crédit :

La valeur liquidative du FCP baissera si celui-ci détient directement ou par le biais d'un OPC détenu une obligation ou un titre de créance d'un émetteur dont la qualité de signature vient à se dégrader ou dont l'émetteur viendrait à ne plus pouvoir payer les coupons ou rembourser le capital.

Risque lié à l'investissement dans des titres subordonnés :

Il est rappelé qu'une dette est dite subordonnée lorsque son remboursement dépend du remboursement initial des autres créanciers (créanciers privilégiés, créanciers chirographaires). Ainsi, le créancier subordonné sera remboursé après les créanciers ordinaires. Le taux d'intérêt de ce type de dette sera supérieur à celui des autres créances. En cas de déclenchement d'une ou plusieurs clause(s) prévue(s) dans la documentation d'émission desdits titres de créance subordonnés et plus généralement en cas d'évènement de crédit affectant l'émetteur concerné, il existe un risque de baisse de la valeur liquidative du FCP. L'utilisation des obligations subordonnées expose notamment le FCP aux risques d'annulation ou de report de coupon (à la discrédition unique de l'émetteur), d'incertitude sur la date de remboursement.

Risque lié à l'inflation :

Une partie du portefeuille du Fonds peut être investie en obligations indexées sur l'inflation. En cas de baisse de l'inflation anticipée sur les années à venir, la valeur des obligations indexées sur l'inflation peut baisser, ce qui peut entraîner une baisse de la valeur liquidative du Fonds.

Risque en matière de durabilité :

Le FCP est exposé à un risque en matière de durabilité. En cas de survenance d'un évènement ou d'une situation dans le domaine environnemental, social ou de gouvernance, celui-ci pourrait avoir une incidence négative importante, réelle ou potentielle, sur la valeur de l'investissement.

Bien que la société de gestion prenne en compte des critères ESG de façon générale dans les processus d'investissement, ceux-ci restent non-constraining et n'ont pas pour objectif de réduire le risque en matière de durabilité.

Risques accessoires :

Risque de liquidité

Le FCP est susceptible d'investir en partie sur des titres peu liquides du fait du marché sur lequel ils peuvent être négociés ou du fait de conditions particulières de cession. Ainsi la valeur de ces titres peut donner lieu à des écarts importants à la hausse comme à la baisse. Notamment en cas de rachat important de parts du FCP, le gérant pourrait se trouver contraint de céder ces actifs aux conditions du moment, ce qui pourrait entraîner une baisse de la valeur liquidative.

Risque de change :

Etant donné que le FCP peut investir dans des titres libellés dans des devises autres que l'euro, le porteur pourra être exposé de manière accessoire à une baisse de la valeur liquidative en cas de variation des taux de change.

Risque lié aux marchés des pays hors OCDE :

Le portefeuille pourra être exposé aux marchés des pays hors OCDE. Les porteurs sont avisés que l'investissement dans ces pays peut amplifier les risques de marché et de crédit. Les mouvements de marché à la hausse comme à la baisse peuvent être plus forts et plus rapides sur ces marchés que sur les grandes places internationales. En outre, l'investissement dans ces marchés implique un risque de restrictions imposées aux investissements étrangers, un risque de contrepartie ainsi qu'un risque de manque de liquidité de certaines lignes du FCP.

Les conditions de fonctionnement et de surveillance de ces marchés peuvent s'écartez des standards prévalant sur les grandes places internationales. La situation politique et économique de ces pays peut affecter la valeur des investissements.

Durée de placement recommandée

Cinq (5) ans.

CHANGEMENT(S) INTERVENU(S) AU COURS DE L'EXERCICE

28/05/2025 :

- Changement de dénomination de la part I au profit d'une part « RF »
- Changement de dénomination : Ofi Invest Aggregate Euro devient Ofi Invest Global Sovereign Bonds
- Objectif de gestion : le FCP a pour objectif de réaliser, sur la durée de placement recommandée supérieure à 5 ans, une performance supérieure à l'indicateur de référence Bloomberg Barclays G4 Global Treasury – USD/EUR/JPY/GBP only Total Return Index Hedged EUR (cours de clôture - coupons réinvestis).
- Indicateur de référence : Bloomberg Barclays G4 Global Treasury – USD/EUR/JPY/GBP only Total Return Index Hedged EUR (cours de clôture - coupons réinvestis)
- Principale classe d'actifs : titres obligataires (émis par des émetteurs publics)
- Zone géographique : OCDE : jusqu'à 100% de l'actif net - Hors OCDE : de 0 à 10% de l'actif net
- Fourchette de sensibilité aux taux d'intérêt par rapport à l'indice : entre -1,5 et +1,5
- Nombre de parts : 2 (A et RF)
- Devise : EUR
- Classification SFDR : 8+ (caractéristiques E/S + minimum de 1% d'investissement durable et maintiendra en permanence un taux strictement supérieur à celui de son indice)
- Frais de gestion financière et frais de fonctionnement et autres services (CAC, dépositaire, conservateur, distribution, avocat)
 - Part A : 0,80% maximum TTC
 - Part RF : 0,40% maximum TTC
- Assiette de calcul des frais de gestion : actif net
- Règlement/livraison : J+2

01/07/2025 : concerne la société de gestion Ofi Invest Asset Management

- Nouveau siège social : 127-129, quai du Président Roosevelt – 92130 Issy-les-Moulineaux
- Nouvelle immatriculation au registre du commerce et des sociétés (RCS) : Nanterre 384 940 342
- Les coordonnées téléphoniques et électroniques restent inchangées.
- Les DIC, Prospectus et Règlement seront mis à jour à l'occasion d'une prochaine modification.

CHANGEMENT(S) À VENIR

Néant.

AUTRES INFORMATIONS

Les documents d'information (prospectus, rapport annuel, rapport semestriel, composition de l'actif) sont disponibles gratuitement dans un délai de huit jours ouvrés sur simple demande écrite du porteur auprès de :

Ofi Invest Asset Management

Service juridique

Siège social : 127-129, quai du Président Roosevelt – 92130 Issy-les-Moulineaux (France)

- Pour le prospectus : ld-juridique.produits.am@ofi-invest.com
- Pour le rapport annuel, semestriel et composition de l'actif : DJ_Reporting-reglementaire_OPC-FR@ofi-invest.com



Ces documents sont également disponibles sur le site : <https://www.ofi-invest-am.com>

RAPPORT D'ACTIVITÉ

Contexte économique et financier

États-Unis : une résilience affirmée malgré un début d'année incertain

Après une année 2024 marquée par une croissance solide de 2,8%, soutenue par un emploi dynamique et une consommation vigoureuse, l'économie américaine a connu un début d'année 2025 plus contrasté. Le retour de Donald Trump à la présidence et l'annonce d'un tarif douanier minimum de 10% sur toutes les importations ont ravivé les tensions commerciales, provoquant une forte volatilité¹ du commerce extérieur et un repli du PIB de 0,6% au premier trimestre.

Malgré ce contexte incertain, le deuxième trimestre a marqué un retour en force de la croissance, avec une révision à la hausse du PIB à +3,8%. Les indicateurs d'activité sont restés solides, notamment sur le front de la consommation et de l'investissement, confirmant la résilience de l'économie américaine. La signature du « One Big Beautiful Bill », combinant baisses d'impôts pour les ménages, incitations fiscales pour les entreprises, coupes budgétaires dans l'aide sociale et investissements militaires, a renforcé les anticipations de déficit budgétaire, tout en soutenant les rendements obligataires.

Par ailleurs, les accords commerciaux conclus avec des partenaires clés (Japon, Union Européenne, Corée du Sud) ont contribué à apaiser les tensions douanières, créant un climat plus favorable aux actifs risqués. Enfin, la Réserve fédérale américaine a procédé en septembre 2025 à sa première baisse de taux de l'année, ramenant le taux directeur à 4,25%, en réponse à un affaiblissement du marché du travail. Deux nouvelles baisses sont anticipées d'ici la fin de l'année, ce qui pourrait prolonger le soutien à l'activité dans un contexte de ralentissement attendu en fin d'année.

Europe : entre protectionnisme et plan de relance

En 2024, la croissance de la zone euro est restée modeste à 0,9%, avec de fortes disparités entre pays. Le début de l'année 2025 a été marqué par une normalisation de l'inflation, permettant à la Banque Centrale Européenne d'assouplir sa politique monétaire. Les taux directeurs ont été ramenés à un niveau neutre de 2%, après huit baisses consécutives depuis juin 2024.

Au premier semestre, la consommation a été soutenue par les gains de pouvoir d'achat et un chômage historiquement bas. En revanche, l'investissement des entreprises reste pénalisé par les incertitudes liées au protectionnisme, notamment dans le cadre des tensions commerciales avec les États-Unis. Dès 2026, le plan de relance allemand de 500 milliards d'euros et les dépenses militaires européennes pourraient redonner de l'élan à l'activité. L'économie européenne a montré des signes de ralentissement au cours de l'été, avec une croissance quasi-stagnante au deuxième trimestre.

En juillet, les marchés ont été pénalisés par l'offensive commerciale américaine, qui a particulièrement affecté les secteurs exportateurs, notamment en Allemagne et en France.

En août, les inquiétudes se sont accentuées avec l'instabilité politique en France, ravivée par l'annonce d'un vote de confiance à l'Assemblée nationale. En septembre, cette instabilité a culminé avec la chute du gouvernement Bayrou et la nomination de Sébastien Lecornu, cinquième Premier ministre en deux ans. Dans ce contexte, l'agence de notation² Fitch a abaissé la note souveraine de la France de AA- à A+, pointant une capacité politique affaiblie à mener une consolidation budgétaire.

¹ Mesure la variation ou l'amplitude des fluctuations d'un actif financier ou d'un marché sur une période donnée, reflétant le niveau de risque ou d'incertitude associé à cet actif.

² Organisme qui analyse la capacité d'un émetteur à rembourser ses dettes et évalue le risque associé à ses titres financiers. Elle attribue des notes qui reflètent la qualité du crédit et la probabilité de défaut.

Taux monétaires :

Après une année 2024 marquée par un assouplissement monétaire des deux côtés de l'Atlantique, les trajectoires ont commencé à diverger en 2025. **La Banque centrale européenne (BCE)** a progressivement réduit ses taux depuis juin 2024, atteignant 2% en juin 2025. Cet été, elle a marqué une pause, maintenant ses taux stables en juillet et août, laissant entendre que le cycle de baisse pourrait toucher à sa fin. **La Réserve fédérale américaine (Fed)** a procédé en septembre à une baisse de 25 points de base, ramenant ses taux à une fourchette de 4,00 – 4,25%, en réponse à un affaiblissement du marché du travail et à des risques accrus sur la consommation. Deux nouvelles baisses sont anticipées d'ici la fin de l'année. La Banque populaire de Chine a poursuivi sa politique accommodante, réduisant ses taux et le ratio de réserves obligatoires pour soutenir l'économie face à la faiblesse du secteur immobilier. **La Banque du Japon** a relevé son taux directeur à 0,5% en janvier 2025, puis a mis en pause la normalisation de sa politique monétaire pour prendre en compte les tensions commerciales liées aux politiques protectionnistes américaines.

Taux longs³ :

Sur l'exercice, les rendements des obligations à 10 ans ont suivi des trajectoires divergentes entre les États-Unis et l'Europe. **Aux États-Unis**, le rendement du bon du Trésor à 10 ans s'est établi à 4,17% fin septembre, en baisse par rapport aux 4,8% observés en début d'année. Ce recul s'explique par les anticipations de nouvelles baisses de taux de la Fed, bien que la prime de terme reste élevée en raison des incertitudes persistantes autour des politiques budgétaires et commerciales de l'administration Trump. **En Allemagne**, le rendement du Bund à 10 ans a légèrement reculé à 2,68%, après avoir atteint un pic à 2,74% plus tôt dans le mois. Les taux restent soutenus par les perspectives de fin du cycle d'assouplissement de la BCE et par les tensions commerciales avec les États-Unis. **En France**, les tensions politiques ont continué de peser sur les marchés obligataires. Le rendement de l'OAT à 10 ans a atteint 3,60 %, avec un spread⁴ vis-à-vis du Bund allemand proche de 80 points de base, son plus haut niveau depuis mars. Cette hausse reflète la nervosité des investisseurs face à la dégradation de la note souveraine française et à l'instabilité gouvernementale.

Crédit⁵ :

Les marchés du crédit continuent de faire preuve de résilience, malgré les pressions liées à un ralentissement potentiel de la croissance induit par une hausse des tarifs, ainsi que la volatilité⁶ persistante des taux d'intérêt. Les obligations du secteur privé ont enregistré de solide performance sur l'exercice, notamment sur le segment du crédit spéculatif à haut rendement⁷ avec un rendement de 6,76% à fin septembre 2025 (indice Bloomberg Global High Yield TR⁸). En comparaison, le segment des obligations de bonne qualité⁹ (indice Bloomberg Global Aggregate Corporate¹⁰) a affiché un rendement plus modéré de 4,31% à fin septembre 2025. Durant l'exercice, les spreads de crédit¹¹ se sont élargis en avril 2025 dans un contexte de tensions géopolitiques et de guerre commerciale. Ces derniers ont entièrement retracé l'élargissement observé lors du « Liberation Day »¹² et se situent actuellement à des niveaux historiquement bas. Après un ralentissement temporaire en avril lié aux incertitudes du « Liberation Day », l'activité sur le marché primaire a nettement rebondi en mai et juin. La demande est restée soutenue sur les marchés du crédit, tant aux États-Unis qu'en Europe, portée par des rendements toujours attractifs. Malgré un contexte de croissance plus modérée, les fondamentaux des entreprises demeurent solides, bien que les tensions tarifaires pèsent sur la visibilité des bénéfices.

³ Les performances passées ne préjugent pas des performances futures.

⁴ Désigne l'écart, mesuré en points de base, entre les taux d'intérêt de deux obligations ou instruments financiers.

⁵ Les performances passées ne préjugent pas des performances futures.

⁶ Mesure la variation ou l'amplitude des fluctuations d'un actif financier ou d'un marché sur une période donnée, reflétant le niveau de risque ou d'incertitude associé à cet actif.

⁷ Obligations dites « High Yield » qui reçoivent une note de Standards & Poor's et Fitch allant de D à BB+, de C à Ba1 de Moody's. Ces obligations sont considérées comme plus risquées et elles offrent, en contrepartie de ce risque, des rendements plus élevés.

⁸ Indice Bloomberg Global High Yield TR : Indice de référence mesurant la performance des obligations spéculative à haut rendement au niveau mondial.

⁹ Les obligations moins risquées que les titres spéculatifs, dites « Investment Grade » reçoivent une note de Standard & Poor's et Fitch comprise entre BBB- et AAA et entre Baa3 et Aaa de Moody's pour les plus solides.

¹⁰ Indice Bloomberg Global Aggregate Corporate : indice de référence mesurant la performance des obligations de bonne qualité au niveau mondial.

¹¹ Différence de rendement entre une obligation risquée et une obligation sans risque, servant d'indicateur du risque perçu par le marché et de la prime exigée par les investisseurs pour assumer ce risque.

¹² L'annonce par le président américain d'une nouvelle politique commerciale incluant des droits de douane massifs, créant une forte volatilité sur les marchés financiers internationaux.

Actions¹³ :

Les marchés actions ont poursuivi leur ascension, flirtant avec leurs plus hauts historiques, malgré un environnement mondial marqué par des incertitudes macroéconomiques et géopolitiques. Cette dynamique s'est appuyée sur la vigueur des résultats d'entreprises, la résilience économique et l'enthousiasme autour des technologies, notamment l'intelligence artificielle. **Aux États-Unis**, la vigueur du marché actions s'est confirmée, malgré les tensions politiques liées au mandat Trump. Le « Liberation Day » du 2 avril, marqué par l'annonce de nouveaux droits de douane, a provoqué une correction brutale des indices. Pourtant, cette secousse s'est révélée transitoire : les marchés ont rapidement rebondi, portés par des résultats solides et l'enthousiasme autour de l'IA. Les secteurs technologique, financier et des services de communication ont mené la reprise. Les entreprises ont su préserver leurs marges en adaptant leurs chaînes d'approvisionnement, renforçant la confiance des investisseurs. Sur l'exercice, le S&P 500 progresse de plus de 17% à fin septembre (cours de clôture, dividendes réinvestis) et a établi de nouveaux records sur ce dernier mois. **En Europe**, le début d'année a été marqué par une instabilité politique et les répercussions de la guerre commerciale mondiale. Toutefois, un net rattrapage s'est amorcé au second semestre, porté par un environnement politique plus stable et des plans de relance ambitieux, notamment en Allemagne. Le programme d'investissement allemand, centré sur la défense et les infrastructures, a été salué par les marchés et a soutenu les valeurs industrielles. Le DAX s'est envolé à près de 20% depuis janvier (cours de clôture, dividendes réinvestis), porté par des entreprises stratégiques telles que Rheinmetall, Siemens et SAP¹⁴. L'Eurostoxx 50 a également bénéficié de ce regain d'intérêt pour les marchés européens, clôturant l'exercice sur une performance de plus de 14% à fin septembre (cours de clôture, dividendes réinvestis).

Politique de gestion

L'année 2024 s'est terminé sur une instabilité politique en Europe après la chute de la coalition en Allemagne et celle du gouvernement Barnier en France. Les rendements obligataires ont d'abord baissé, notamment sous l'impulsion de la BCE qui continuait sa normalisation de politique monétaire. L'OAT française est sous pression dans un contexte de déficit excessif et d'absence de gouvernement pour passer un budget. Le spread OAT/BUND atteindra son pic début décembre, touchant 90 points de base (bps).

De l'autre côté de l'Atlantique, la victoire de D. Trump laisse craindre une politique expansive prolongeant le cycle économique américain. La Fed procèdera donc à une dernière baisse de taux en décembre et les parties longues de la courbe se tendront au passage de l'année.

La courbe « Gilt » reste corrélée à la courbe américaine, bien que l'économie présente ses propres faiblesses, à commencer par une inflation des services qui reste collée autour de 5% annuel. La Banque d'Angleterre (BoE) préfère donc agir avec prudence en baissant très progressivement ses taux directeurs. Ils finiront l'année 2024 à 4.75% contre un pic à 5.25%.

La première partie d'année 2025 a été marquée par deux événements significatifs entraînant des conséquences importantes sur les marchés de taux. Tout d'abord, la nouvelle coalition au pouvoir en Allemagne a annoncé en mars un relâchement des contraintes budgétaires (debt brake) ainsi qu'un vaste plan de relance et d'investissements sur dix ans. Le marché y verra deux conséquences : des programmes d'émission de dettes obligataires à venir en hausse et une croissance allemande boostée sur les années à venir. Les taux longs ont donc grimpé, les primes de terme se sont tendues et le « trading range » sur le bund est passé de « 2,3% autour » à « 2,7% autour ».

Le second évènement a été la guerre commerciale lancée par Trump avec un point de tension autour du « Liberation Day » début avril. Ce conflit commercial imposant des droits de douane massifs visant à favoriser, selon Trump, l'économie américaine (via des relocalisations) mais aussi à financer ses ambitions de baisses de taxes fait craindre une résurgence de l'inflation. Là aussi les taux longs se tendent et les courbes se sont pentifiées.

¹³ Les performances passées ne préjugent pas des performances futures.

¹⁴ Les sociétés citées ne le sont qu'à titre d'information. Il ne s'agit ni d'une offre de vente, ni d'une sollicitation d'achat de titres.

Par ailleurs, les attaques répétées de D. Trump contre M. Powell, accusé d'attentisme en maintenant les taux de la Fed inchangés, pèse sur l'indépendance de la Réserve Fédérale. Les marchés obligataires prennent conscience de ce risque avec des tensions observées au cours de l'été, envoyant les taux à 30 ans au-delà de 5%. La FED décidera de baisser ses taux en septembre 2025 après une pause de neuf mois. M. Powell la qualifiera de « gestion du risque » face à un marché de l'emploi US qui se tasse mais en dépit d'une économie résiliente et une inflation toujours au-dessus de la cible des 2%. Le taux US à 10 ans s'inscrit cependant en hausse sur l'année (sept/sept) : 4,15% (+37 bps), traduisant le mouvement mondial de pentification des courbes de taux.

De son côté, la BCE procèdera à une dernière baisse de ses taux en juin 2025 puis s'estimera en « bonne situation » avec un taux de dépôt à 2% dans un contexte de convergence de l'inflation vers sa cible mais des perspectives économiques en amélioration et une stabilisation des tarifs douaniers à 15% imposés par les US. Le taux allemand à 10 ans clôture cependant fin septembre à 2,71%, soit +60bps Y/Y.

La BoE aura continué son processus d'assouplissement monétaire au rythme d'une baisse par trimestre mais avec un MPC extrêmement divisé. A fin septembre 2025, le taux directeur s'établit à 4% (vs. 5% un an plus tôt). Les taux à 10 ans sont cependant 70bps plus haut qu'un an auparavant, terminant l'exercice à 4,70%.

Au Japon, malgré un « geste » de +25 bps en janvier, la Banque du Japon (BOJ) préfère l'attentisme en dépit d'une inflation au-dessus de 2%. La courbe nippone s'est donc pentifiée massivement avec un taux à 10 ans en hausse de 80 bps sur l'exercice (1,65%), mais des parties ultra-longues (30 ans) encore plus sous pression (+106 bps à 3,15%), atteignant des niveaux jamais atteints.

Le Fonds Ofi Invest Global Sovereign Bonds (ex-Ofi Invest Aggregate Euro) a réorienté sa stratégie de gestion le 28/05/2025, passant d'une stratégie Euro Aggregate à une stratégie pure souverains sur les quatre principales zones géographique (US, Japon, UK, Zone Euro). A cette occasion, l'indice est passé du Bloomberg Barclays Capital Euro Aggregate au Bloomberg G4 Global Treasury (EUR-Hedged). Les indices ont été chainés à cette occasion.

La sensibilité du Fonds a navigué en moyenne 0,5 point au-dessus de son indice de référence depuis le changement de gestion. Par ailleurs, des paris de courbes ont été mis en place. C'est notamment le cas sur le Japon où le positionnement long sur le point 30 ans est compensé par un short sur la partie courte de la courbe.

Le Fonds est resté couvert du risque de change.

Performances

Entre le 30/09/2024 et le 30/09/2025, la performance du FCP s'élève à 0,57% pour la part A et 1,16% pour la part RF contre 1,84% pour son indice de référence : Bloomberg Barclays Capital Euro Aggregate Corporate (coupons nets réinvestis) puis Bloomberg Barclays G4 Global Treasury – USD/EUR/JPY/GBP only Total Return Index Hedged EUR (coupons nets réinvestis) à partir du 28/05/2025.

| Nom | Code ISIN | Date de début | Date de fin | Net Ptf Return | Benchmark Return | VL de début | VL de fin |
|---|--------------|---------------|-------------|----------------|------------------|-------------|------------|
| Ofi Invest Global Sovereign Bonds Part A | FRO012184042 | 30/09/2024 | 30/09/2025 | 0,57% | 1,84% | 1 817,45 € | 1 827,75 € |
| Ofi Invest Global Sovereign Bonds Part RF | FRO012217958 | 30/09/2024 | 30/09/2025 | 1,16% | 1,84% | 641,47 € | 648,89 € |

Les performances passées ne préjugent pas des performances futures. Elles ne sont pas constantes dans le temps.

Principaux mouvements intervenus dans le portefeuille au cours de l'exercice

| NOM_FONDS | CATEGORIE | ISIN | TITRE | MOUVEMENTS | |
|-----------------------------------|-------------|--------------|---|---|---------------|
| | | | | (en devise de comptabilité, hors frais) | |
| OFI INVEST GLOBAL SOVEREIGN BONDS | OPC | FR001400KPZ3 | OIFI INVEST ESG LIQUIDITÉS I | 21 951 466,42 | 19 574 337,70 |
| OFI INVEST GLOBAL SOVEREIGN BONDS | OBLIGATIONS | IT0005543803 | ITALIAN REPUBLIC i 15% 15/05/2029 | 13 611 445,19 | 11 531 069,92 |
| OFI INVEST GLOBAL SOVEREIGN BONDS | OBLIGATIONS | DE0001030740 | GERMANY 130% 15/10/2027 | 6 554 013,84 | 6 622 838,04 |
| OFI INVEST GLOBAL SOVEREIGN BONDS | OBLIGATIONS | US91282CLZ22 | UNITED STATES OF AMERICA 4.125% 30/11/2031 | 5 841 671,35 | |
| OFI INVEST GLOBAL SOVEREIGN BONDS | OBLIGATIONS | IT0004889033 | REPUBLIC OF ITALY 4.75% 01/09/2028 | 5 076 597,15 | |
| OFI INVEST GLOBAL SOVEREIGN BONDS | OBLIGATIONS | DE000BU35025 | FEDERAL REPUBLIC OF GERMANY 2.1% 12/04/2029 | 4 154 227,69 | |
| OFI INVEST GLOBAL SOVEREIGN BONDS | OBLIGATIONS | FR0014012I15 | FRANCE 3.5% 25/11/2035 | 4 146 038,20 | 879 586,40 |
| OFI INVEST GLOBAL SOVEREIGN BONDS | OBLIGATIONS | GB00B16NNR78 | GILT 4.25% 07/12/27 | 3 624 497,67 | |
| OFI INVEST GLOBAL SOVEREIGN BONDS | OBLIGATIONS | US91282CHH79 | USA 4.125% 15/06/2026 | 3 617 189,96 | 1 293 742,03 |
| OFI INVEST GLOBAL SOVEREIGN BONDS | OBLIGATIONS | US91282CMA61 | UNITED STATES OF AMERICA 4.25% 30/11/2029 | 3 390 577,87 | |

INFORMATIONS RÉGLEMENTAIRES

Politique de vote

La politique menée par la société de gestion en matière d'exercice des droits de vote qui est disponible à l'adresse suivante : <https://www.ofi-invest-am.com/fr/politiques-et-documents> fait l'objet d'un rapport lui-même disponible à l'adresse suivante : <https://www.ofi-invest-am.com/fr/politiques-et-documents>

Critères ESG

La société de gestion met à la disposition de l'investisseur les informations sur les modalités de prise en compte, dans sa politique d'investissement, des critères relatifs au respect d'objectifs environnementaux, sociaux et de qualité de gouvernance (ESG) sur son site internet à l'adresse suivante : <https://www.ofi-invest-am.com/fr/politiques-et-documents>. Le rapport d'engagement est lui-même disponible à l'adresse suivante : <https://www.ofi-invest-am.com/fr/politiques-et-documents>

Procédure de choix des intermédiaires

La société de gestion a recours au service d'Ofi Invest Intermediation Services et, à ce titre, utilise la liste des intermédiaires qu'elle a elle-même sélectionnée en application de sa propre politique de sélection et d'exécution. Ce prestataire assure la réception transmission des ordres, suivie ou non d'exécution, aux intermédiaires de marchés. L'expertise de ce prestataire permet de séparer la sélection des instruments financiers (qui reste de la responsabilité de la société de gestion) de leur négociation tout en assurant la meilleure exécution des ordres.

Une évaluation multicritères est réalisée périodiquement par les équipes de gestion. Elle prend en considération, selon les cas, plusieurs ou tous les critères suivants :

- Le suivi de la volumétrie des opérations par intermédiaires de marchés ;
- L'analyse du risque de contrepartie et son évolution (une distinction est faite entre les intermédiaires « courtiers » et les « contreparties ») ;
- La nature de l'instrument financier, le prix d'exécution, le cas échéant le coût total, la rapidité d'exécution, la taille de l'ordre ;
- Les remontées des incidents opérationnels relevés par les gérants ou le middle-office.

Au terme de cette évaluation, le Groupe Ofi Invest peut réduire les volumes d'ordres confiés à un intermédiaire de marché ou le retirer temporairement ou définitivement de sa liste de prestataires autorisées. Cette évaluation pourra prendre appui sur un rapport d'analyse fourni par un prestataire indépendant.

L'objectif recherché est d'utiliser dans la mesure du possible les meilleurs prestataires dans chaque spécialité (exécution d'ordres et aide à la décision d'investissement/désinvestissement).

Frais d'intermédiation

Conformément à l'article 321-122 du Règlement Général de l'AMF, le compte rendu relatif aux frais d'intermédiation est disponible sur le site Internet à l'adresse suivante : <https://www.ofi-invest-am.com/fr/politiques-et-documents>

Méthode choisie par la société de gestion pour mesurer le risque global de l'OPC

La méthode de calcul du ratio du risque global est celle de la méthode du calcul de l'engagement telle que définie par le Règlement général de l'AMF.

Informations relatives à l'ESMA

Opérations de cessions ou d'acquisitions temporaires de titres (pensions livrées, prêts et emprunts) :

Cette information est traitée dans la section « Informations relatives à la transparence des opérations de financement sur titres et de la réutilisation des instruments financiers – Règlement SFTR ».

Les contrats financiers (dérivés OTC) :

- **Change :** **20 529 210 euros**
- Taux : Pas de position au 30/09/2025
- Crédit : Pas de position au 30/09/2025
- Actions – CFD : Pas de position au 30/09/2025
- Commodities : Pas de position au 30/09/2025

Les contrats financiers (dérivés listés) :

- **Futures :** **18 181 990 euros**
- Options : Pas de position au 30/09/2025

Les contreparties sur instruments financiers dérivés OTC :

- **BNP PARIBAS SA**
- **CREDIT AGRICOLE CIB**
- **GOLDMAN SACHS BANK EUROPE SE**
- **JP MORGAN SE**
- **NATIXIS CAPITAL MARKET PARIS**
- **SOCIETE GENERALE CIB**

Informations relatives à la transparence des opérations de financement sur titres et de la réutilisation des instruments financiers – Règlement SFTR

Sur l'exercice clos au 30/09/2025, Ofi Invest Global Sovereign Bonds n'a réalisé ni opération de financement sur titres, ni contrat d'échange sur rendement global.

Informations relatives aux rémunérations

Partie qualitative :

La politique de rémunération mise en œuvre repose sur les dispositions de la directive AIFMD et OPCVM 5 et intègre les spécificités de la directive MIFID 2 ainsi que du règlement SFDR en matière de rémunération.

Ces réglementations poursuivent plusieurs objectifs :

- Décourager la prise de risque excessive au niveau des OPC et des sociétés de gestion ;
- Aligner à la fois les intérêts des investisseurs, des gérants OPC et des sociétés de gestion ;
- Réduire les conflits d'intérêts potentiels entre commerciaux et investisseurs ;
- Intégrer les critères de durabilité.

La politique de rémunération conduite par le Groupe Ofi Invest participe à l'atteinte des objectifs que ce dernier s'est fixé en qualité de groupe d'investissement responsable au travers de son plan stratégique de long terme, dans l'intérêt de ses clients, de ses collaborateurs et de ses actionnaires. Cette politique contribue activement à l'attraction de nouveaux talents, à la fidélisation et à la motivation de ses collaborateurs, ainsi qu'à la performance de l'entreprise sur la durée, tout en garantissant une gestion appropriée du risque.

Les sociétés concernées par cette politique de rémunération sont les suivantes : Ofi Invest Asset Management et Ofi Invest Lux

La rémunération globale se compose des éléments suivants : une rémunération fixe qui rémunère la capacité à tenir un poste de façon satisfaisante et le cas échéant une rémunération variable qui vise à reconnaître la performance collective et individuelle, dépendant d'objectifs définis en début d'année et fonction du contexte et des résultats de l'entreprise mais aussi des contributions et comportements individuels pour atteindre ceux-ci. Pour plus d'informations, la politique de rémunération est disponible sur le site internet à l'adresse suivante : <https://www.ofi-invest-am.com/fr/politiques-et-documents>

Partie quantitative :

Montant des rémunérations versées par le gestionnaire à son personnel :

Sur l'exercice 2024, le montant total des rémunérations (incluant les rémunérations fixes et variables) versées par Ofi Invest Asset Management à l'ensemble de son personnel, soit 358 personnes (*) bénéficiaires (CDI/CDD/DG) au 31 décembre 2024 s'est élevé à 40 999 000 euros. Ce montant se décompose comme suit :

- Montant total des rémunérations fixes versées par Ofi Invest Asset Management sur l'exercice 2024 : 31 732 000 euros, soit 77% du total des rémunérations versées par le gestionnaire à l'ensemble de son personnel, l'ont été sous la forme de rémunération fixe ;
- Montant total des rémunérations variables versées par Ofi Invest Asset Management sur l'exercice 2024 : 9 267 000 euros (**), soit 23% du total des rémunérations versées par le gestionnaire à l'ensemble de son personnel, l'ont été sous cette forme. L'ensemble du personnel est éligible au dispositif de rémunération variable.

Par ailleurs, aucun « carried interest » n'a été versé pour l'exercice 2024.

Sur le total des rémunérations (fixes et variables) versées sur l'exercice 2024, 2 500 000 euros concernaient les « cadres dirigeants » (soit 7 personnes au 31 décembre 2024), 13 241 000 euros concernaient les « Gérants et Responsables de Gestion » dont les activités ont une incidence significative sur le profil de risques des fonds gérés (soit 74 personnes au 31 décembre 2024).

(*) Effectif présent au 31 décembre 2024

(**) Bonus 2024 versé en février 2025)

Annexe d'informations périodiques pour les produits financiers visés à l'article 8, paragraphes 1, 2 et 2 bis, du règlement (UE) 2019/2088 et à l'article 6, premier alinéa, du règlement (UE) 2020/852

Dénomination du produit :
Ofi Invest Global Sovereign Bonds

Identifiant d'entité juridique :
969500IL8II1TTTH5603

Caractéristiques environnementales et/ou sociales

Par investissement durable on entend un investissement dans une activité économique qui contribue à un objectif environnemental ou social, pour autant qu'il ne cause pas de préjudice important à aucun de ces objectifs et que les sociétés dans lesquelles le produit financier a investi appliquent des pratiques de bonne gouvernance.

La taxonomie de l'UE est un système de classification institué par le règlement (UE) 2020/852 qui dresse une liste d'activités économiques durables sur le plan environnemental. Ce règlement ne comprend pas de liste d'activités économique durables sur le plan social. Les investissements durables ayant un objectif environnemental ne sont pas nécessairement alignés sur la taxonomie.



Les indicateurs de durabilité permettent de mesurer la manière dont les caractéristiques environnementales ou sociales promues par le produit financier sont atteintes.

Ce produit financier avait-il un objectif d'investissement durable ?

Oui

Il a réalisé des investissements durables ayant un objectif environnemental : ____ %

dans des activités économiques qui sont considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxonomie de l'UE

dans des activités économiques qui ne sont pas considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxonomie de l'UE

Il a réalisé un minimum d'investissements durables ayant un objectif social : ____ %

Non

Il promouvait des caractéristiques environnementales et/ou sociales (E/S) et, bien qu'il n'ait pas eu d'objectifs d'investissement durable, il présentait une proportion de 1,75% d'investissements durables

ayant un objectif environnemental dans des activités économiques qui sont considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxonomie de l'UE

ayant un objectif environnemental dans des activités économiques qui ne sont pas considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxonomie de l'UE

ayant un objectif social

Il promouvait des caractéristiques E/S, mais n'a pas réalisé d'investissements durables

Dans quelle mesure les caractéristiques environnementales et/ou sociales promues par ce produit financier ont-elles été atteintes ?

Ofi Invest Global Sovereign Bonds (ci-après le « **Fonds** ») fait la promotion des caractéristiques environnementales et sociales grâce à une méthodologie de notation ESG propriétaire et, bien qu'il n'ait pas eu d'objectifs d'investissement durable, il présentait une proportion de 1,75% d'investissements durables.

En effet, afin d'évaluer les pratiques environnementales, sociales et de gouvernance des émetteurs, la Société de gestion s'appuie sur la méthodologie de notation ESG interne.

Les thèmes pris en compte dans la revue des bonnes pratiques ESG des émetteurs publics ou quasi publics sont :

- Gouvernance : Respect des citoyens – Qualité de la gestion – Indépendance et stabilité – éthique ;
- Sociétal : Emploi et marché du travail – Equité sociale – Education – Santé ;
- Environnemental : Energie et carbone – Gestion de l'eau et de la biodiversité – Limitation des rejets toxiques – Développement de filières vertes.

Le Fonds met en œuvre une approche ESG en "amélioration de note", qui consiste à obtenir une note ESG moyenne du Fonds, supérieure à la note ESG moyenne de l'univers ISR de comparaison, comprenant les valeurs composant l'indice Bloomberg G4 Global Treasury – USD/EUR/JPY/GBP only Total Return Inex

Hedged et s'engage ainsi à ce que la note ESG moyenne du portefeuille soit supérieure à la note ESG moyenne de l'univers ISR.

L'univers ISR de comparaison est le même que l'indicateur de référence du Fonds.

● *Quelle a été la performance des indicateurs de durabilité ?*

Les performances des indicateurs de durabilité permettant de mesurer l'atteinte des caractéristiques environnementales et sociales du Fonds sont les suivantes :

- **La note ESG moyenne du Fonds :** La note ESG moyenne du Fonds a atteint 6,81 sur 10 ;
- **La note ESG moyenne de l'univers ISR du Fonds :** La note ESG moyenne de l'univers ISR du Fonds était de 6,62 sur 10 ;
- **La part d'investissement durable du Fonds :** Le Fonds a investi 1,75% de son actif net dans des titres répondant à la définition de l'investissement durable d'Ofi Invest AM.

Le suivi des indicateurs, mentionnés précédemment, dans les outils de gestion permet d'affirmer qu'il n'y a pas eu de variations significatives des performances des indicateurs tout au long de la période de reporting considérée, entre le 1er octobre 2024 et 30 septembre 2025.

Pour plus d'informations sur ces indicateurs de durabilité et leur méthode de calcul, veuillez-vous référer au prospectus et à l'annexe précontractuelle du Fonds.

● *... et par rapport aux périodes précédentes ?*

Courant l'exercice 2024-2025, la Société de gestion a décidé d'appliquer des critères Environnementaux, Sociaux et Gouvernance. (ESG) conformément à l'article 8 de la réglementation Sustainable Finance Disclosure Regulation (SFDR), en conséquence, la présente annexe est la première produite pour la clôture du 30/09/2025.

● *Quels étaient les objectifs des investissements durables que le produit financier entendait notamment réaliser et comment les investissements durables effectués y ont-ils contribué ?*

Le Fonds s'engageait à détenir au minimum 1% de son actif net dans des titres répondant à la définition d'investissement durable d'Ofi Invest AM et maintiendra en permanence un taux strictement supérieur à celui de son indice.

La définition d'un investissement durable au niveau projet, s'évalue au regard des conditions suivantes :

1. Le cadre de l'émission de l'obligation durable/ verte/ sociale doit être conforme aux standards de l'International Capital Market Association (Green, Social, Sustainable Bonds Principles), être en ligne avec les ODD tels que mentionnés dans ces standards et faire l'objet d'une vérification tierce (Second Party Opinion ou SPO)
2. Si l'il s'agit d'un projet vert, il doit contribuer à un ou plusieurs des six objectifs de la taxonomie verte européenne et être aligné avec les exigences de ce standard.

● *Dans quelle mesure les investissements durables que le produit financier a notamment réalisés n'ont-ils pas causé de préjudice important à un objectif d'investissement durable sur le plan environnemental ou social ?*

- *Comment les indicateurs concernant les incidences négatives ont-ils été pris en considération ?*

Le Fonds prend en considération les principales incidences négatives liées aux facteurs de durabilité développées dans la section « Ce produit financier prend-il en considération les principales incidences sur les facteurs de durabilité ? » ci-dessous, à savoir :

- La prise en compte du PAI 15 : intensité de émissions de GES (Gaz à Effet de Serre)
La ratification du protocole de Kyoto et de l'Accord de Paris sur le climat.
- La prise en compte du PAI 16 : Les pays d'investissement connaissant des violations de normes sociales. Ainsi les émetteurs publics doivent :

Les principales incidences négatives correspondent aux incidences négatives les plus significatives des décisions d'investissement sur les facteurs de durabilité liés aux questions environnementales, sociales et de personnel, au respect des droits de l'homme et à la lutte contre la corruption et les actes de corruption.

- Avoir ratifié des conventions internationale Oslo et Ottawa et sur mines antipersonnel et bombes à sous minutions
- Ne pas figurer sur la liste des Etats considérés comme « non libres » selon Freedom House
- Ne pas avoir un score d'indice de corruption (Corruption Index) inférieur à 40/100 selon Transparency International
- Avoir aboli la peine de mort

- Les investissements durables étaient-ils conformes aux principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales et aux principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'Homme ? Description détaillée :

Non applicable

La taxonomie de l'UE établit un principe consistant à « ne pas causer de préjudice important » en vertu duquel les investissements alignés sur la taxonomie ne devraient pas causer de préjudice important aux objectifs de la taxonomie de l'UE et qui s'accompagne de critères spécifiques de l'UE.

Le principe consistant à « ne pas causer de préjudice important » s'applique uniquement aux investissements sous-jacents au produit financier qui prennent en compte les critères de l'Union Européenne en matière d'activités économiques durables sur le plan environnemental.

Les investissements sous-jacents à la portion restante de ce produit financier ne prennent pas en compte les critères de l'Union européenne en matière d'activités économiques durables sur le plan environnemental.

Comment ce produit financier a-t-il pris en considération les principales incidences négatives sur les facteurs de durabilité ?



Les méthodes d'évaluation par la Société de Gestion des sociétés investies sur chacune des principales incidences négatives liées aux facteurs de durabilité sont les suivantes :

| Indicateur d'incidence négative | Elément de mesure | Incidences [année n] | Incidences [année n-1] | Explication | Mesures prises, mesures prévues et cibles définies pour la période de référence suivante |
|--|---------------------|--|---|--|---|
| Indicateurs climatiques et autres indicateurs liés à l'environnement | | | | | |
| Emissions de gaz à effet de serre | 1. Emissions de GES | Emissions de GES de niveau 1 Emissions de GES de niveau 2 Emissions de GES de niveau 3 Emissions totales de GES | 29,95 Teq CO2 Taux de couverture = 68,15 % 7,55 Teq CO2 Taux de couverture = 68,15 % 269,03 Teq CO2 Taux de couverture = 68,15 % 306,54 Teq CO2 | Le Fonds étant soumis aux exigences de l'article 8 de la réglementation SFDR depuis le 28/05/2025 ; les indicateurs PAI de l'exercice 2025 sont les premiers publiés. Ajustement de la formule d'agrégation du PAI 1 conformément à l'annexe I du règlement SFDR Se référer à la « Déclaration Relative aux principales incidences négatives des politiques d'investissement sur les facteurs de durabilité » disponible sur le site internet de la Société de gestion | Notation ESG ¹ : ces indicateurs sont pris en compte dans l'analyse des enjeux : « émissions de GES du processus de - production » et - « émissions de GES liés à l'amont et laval de la production » Analyse de controverses sur ces enjeux ; Politique d'Engagement sur le volet climat ; Politique de Vote sur le Say on Climate ; Politiques d'exclusion sectorielles charbon / pétrole et gaz Indicateur d'émissions (scope 1 et 2) financées |

¹ La notation ESG est basée sur une approche sectorielle. Les enjeux sous revus et leur nombre diffère d'un secteur à l'autre. Pour plus de détails sur cette approche, voir la section « Identification et hiérarchisation des principales incidences négatives sur les facteurs de durabilité »

| | | | | | | |
|--|---|--------------------------------|-------------------------------------|---|---|---|
| | | | Taux de couverture = 68,15 % | | | suivi pour les fonds éligibles au label ISR ; <i>Mesures additionnelles définies en 2025 :</i> Livraison des outils à la gestion pour piloter la trajectoire climat pour chaque portefeuille . Mise en place d'un score de crédibilité des plans de transition afin de venir corriger la trajectoire déclarée. Convergence des indicateurs de suivi ESG des fonds sur des indicateurs d'incidences négatives (PAI). Renforcement des seuils sur d'exclusions sur les politique charbon et pétrole et gaz. |
| 2. Empreinte carbone | Emprunte carbone (Émissions de GES de niveaux 1, 2 et 3 / EVIC) | 200,10 (Teq CO2/million d'EUR) | Taux de couverture = 70,89 % | | Se référer à la « Déclaration Relative aux principales incidences négatives des politiques d'investissement sur les facteurs de durabilité » disponible sur le site internet de la Société de gestion | Politique d'Engagement sur le volet climat. Politique de Vote sur le Say on Climate. <i>Mesures additionnelles définies en 2025 :</i> convergence des indicateurs de suivi ESG des fonds sur des indicateurs d'incidences négatives (PAI) |
| 3. Intensité de GES des sociétés bénéficiaires des investissements | Intensité de GES des sociétés bénéficiaires des investissements (Émissions de GES de niveaux 1, 2 et 3 / CA) | 509,64 (Teq CO2/million d'EUR) | Taux de couverture = 68,23 % | Le Fonds étant soumis aux exigences de l'article 8 de la réglementation SFDR depuis le 28/05/2025 ; les indicateurs PAI de l'exercice 2025 sont les premiers publiés. | Notation ESG : ces indicateurs sont pris en compte dans l'analyse des enjeux : « émissions de GES du processus de production » et « émissions de GES liés à l'amont et l'aval de la production » ; Politique d'Engagement sur le volet climat. Politique de Vote sur le Say on Climate. <i>Mesures additionnelles définies en 2025 :</i> convergence des indicateurs de suivi ESG des fonds sur des indicateurs d'incidences négatives (PAI). | |
| 4. Exposition à des sociétés actives dans le secteur des combustibles fossiles | Part d'investissement dans des sociétés actives dans le secteur des combustibles fossiles | 0,21 | Taux de couverture = 78,57 % | Se référer à la « Déclaration Relative aux principales incidences négatives des politiques d'investissement sur les facteurs de durabilité » disponible sur le site internet de la Société de gestion | Politiques d'exclusion sectorielles charbon / pétrole et gaz. Politique d'Engagement sur le volet climat ; Politique de Vote sur le Say on Climate. <i>Mesures additionnelles définies en 2025 :</i> convergence des indicateurs de suivi ESG des fonds sur des indicateurs d'incidences négatives (PAI). | |

| | | | | | | |
|--------------|--|--|---|---|---|---|
| | | | | | | Notation ESG : ces indicateurs sont pris en compte dans l'analyse de l'enjeu : « émissions de GES du processus de production » et « Opportunités dans les technologies vertes» ; Analyse de controverses sur cet enjeu ; Potentiellement : Politique d'Engagement sur le volet climat. |
| | 5. Part de consommation et de production d'énergie non renouvelable | Part de la consommation et de la production d'énergie des sociétés bénéficiaires des investissements qui provient de sources d'énergie non renouvelables, par rapport à celle provenant de sources d'énergie renouvelables, exprimées en pourcentage du total des ressources d'énergie | Part d'énergie non renouvelable consommée = 53,95 % Taux de couverture = 67,47 % Part d'énergie non-renouvelable produite = 46,06 % Taux de couverture = 15,61 % | | | <i>Mesures additionnelles définies en 2025 :</i> convergence des indicateurs de suivi ESG des fonds sur des indicateurs d'incidences négatives (PAI). |
| | 6. Intensité de consommation d'énergie par secteur à fort impact climatique | Consommation d'énergie en GWh par million d'euros de chiffre d'affaires des sociétés bénéficiaires d'investissements, par secteur à fort impact climatique | 0,25 (GWh/million d'EUR) Taux de couverture = 76,67 % | | | Notation ESG : ces indicateurs sont pris en compte dans l'analyse de l'enjeu : « émissions de GES du processus de production » et « Opportunités dans les technologies vertes» ; Potentiellement : Politique d'Engagement sur le volet climat. |
| Biodiversité | 7. Activités ayant une incidence négative sur des zones sensibles sur le plan de la biodiversité | Part des investissements effectués dans des sociétés ayant des sites/établissements situés dans ou à proximité de zones sensibles sur le plan de la biodiversité, si les activités de ces sociétés ont une incidence négative sur ces zones | 0,63 % Taux de couverture = 94,19 % | Le Fonds étant soumis aux exigences de l'article 8 de la réglementation SFDR depuis le 28/05/2025 ; les indicateurs PAI de l'exercice 2025 sont les premiers publiés. | Se référer à la « Déclaration Relative aux principales incidences négatives des politiques d'investissement sur les facteurs de durabilité » disponible sur le site internet de la Société de gestion | Notation ESG : ces indicateurs sont pris en compte dans l'analyse de l'enjeu : « biodiversité » ; Analyse de controverses sur cet enjeu ; Politique d'Engagement sur le volet biodiversité ; Politique de protection de la biodiversité avec l'adoption d'une politique sectorielle sur l'huile de palme. |

| | | | | | | |
|--|--|---|----------------------------------|------------------------------|---|--|
| Eau | 8. Rejets dans l'eau | Tonnes de rejets dans l'eau provenant des sociétés bénéficiaires d'investissements, par million d'euros investi, en moyenne pondérée | 10897,14 (T/million d'EUR CA) | | Ajustement de la formule d'agrégation du PAI 8 et du PAI 9 conformément à l'annexe I du règlement SFDR. | Notation ESG : ces indicateurs sont pris en compte dans l'analyse de l'enjeu : « Impact de l'activité sur l'eau » ; Analyse de controverses sur cet enjeu. <i>Mesures additionnelles définies en 2025 :</i> convergence des indicateurs de suivi ESG des fonds sur des indicateurs d'incidences négatives (PAI). |
| Déchets | 9. Ratio de déchets dangereux et de déchets radioactifs | Tonnes de déchets dangereux et de déchets radioactifs produites par les sociétés bénéficiaires d'investissements, par million d'euros investi, en moyenne pondérée | 2,04 (Tonnes) | Taux de couverture = 26,68 % | Le Fonds étant soumis aux exigences de l'article 8 de la réglementation SFDR depuis le 28/05/2025 ; les indicateurs PAI de l'exercice 2025 sont les premiers publiés. | Notation ESG : ces indicateurs sont pris en compte dans l'analyse des enjeux : - « rejets toxiques » ; « déchets d'emballages et recyclages » ; - « déchets électroniques et recyclage » s'ils sont considérés comme matériels. Analyse de controverses sur ces enjeux. <i>Mesures additionnelles définies en 2025 :</i> convergence des indicateurs de suivi ESG des fonds sur des indicateurs d'incidences négatives (PAI). |
| Indicateurs liés aux questions sociales, de personnel, de respect des droits de l'homme et de lutte contre la corruption et les actes de corruption | | | | | | |
| Les questions sociales et de personnel | 10. Violations des principes du pacte mondial des Nations unies et des principes directeurs de l'OCDE pour les entreprises multinationales | Part d'investissement dans des sociétés qui ont participé à des violations des principes du Pacte mondial des Nations unies ou des principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales | 0 % | Taux de couverture = 16,12 % | Le Fonds étant soumis aux exigences de l'article 8 de la réglementation SFDR depuis le 28/05/2025 ; les indicateurs PAI de l'exercice 2025 sont les premiers publiés. | Politique d'exclusion normative sur le Pacte mondial ; Politique d'engagement sur le volet social (liée à la politique d'exclusion sur le Pacte mondial) ; Analyse de controverses sur les enjeux relatifs ESG dans leur ensemble en ce qui concerne les principes directeurs de l'OCDE, y compris les enjeux relatifs aux 10 principes du Pacte mondial en matière de droits humains, droits des travailleurs, respect de l'environnement et lutte contre la corruption/ éthique des affaires ; Indicateur suivi pour les fonds éligibles au label ISR. <i>Mesures additionnelles définies en 2025 :</i> convergence des indicateurs de suivis ESG des fonds sur des indicateurs d'incidences négatives (PAI). |

| | | | | | | |
|--|--|---|---|---|--|--|
| | | | 0,39 % | | | Politique d'exclusions normative sur le Pacte mondial. |
| | 11. Absence de processus et de mécanismes de conformité permettant de contrôler le respect des principes du Pacte mondial des Nations unies et de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales | Part d'investissement dans des sociétés qui n'ont pas de politique de contrôle du respect des principes du Pacte mondial des Nations unies ou des principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales, ni de mécanismes de traitement des plaintes ou des différends permettant de remédier à de telles violations | Taux de couverture = 76,37 % | | | Politique d'engagement sur le volet social (liée à la politique d'exclusion sur le Pacte mondial). |
| | 12. Écart de rémunération entre hommes et femmes non corrigé | Écart de rémunération moyen non corrigé entre les hommes et les femmes au sein des sociétés bénéficiaires des investissements | 14,04 % | | | Analyse de controverses sur les enjeux relatifs ESG dans leur ensemble en ce qui concerne les principes directeurs de l'OCDE, y compris les 10 principes du Pacte mondial en matière de droits humains, droits des travailleurs, respect de l'environnement et lutte contre la corruption/éthique des affaires. |
| | 13. Mixité au sein des organes de gouvernance | Ratio femmes/hommes moyen dans les organes de gouvernance des sociétés concernées, en pourcentage du nombre total de membres | 42,77 % Taux de couverture = 78,12 % | Le Fonds étant soumis aux exigences de l'article 8 de la réglementation SFDR depuis le 28/05/2025 ; les indicateurs PAI de l'exercice 2025 sont les premiers publiés. | | <p>Analyses de controverses, notamment basées sur les discriminations au travail basées sur le genre.</p> <p><i>Mesures additionnelles définies en 2025 :</i> convergence des indicateurs de suivi ESG des fonds sur des indicateurs d'incidences négatives (PAI).</p> <p>Notation ESG : ces indicateurs sont pris en compte dans l'analyse de l'enjeu : « composition et fonctionnement du Conseil d'administration » ; Politique d'engagement, sur les engagements en amont des AG Politique de vote, seuil minimal de féminisation du Conseil établi à 40%.</p> <p>Indicateur suivi pour des fonds éligibles au label ISR.</p> <p><i>Mesures additionnelles définies en 2025 :</i> convergence des indicateurs de suivi ESG des fonds sur des indicateurs d'incidences négatives (PAI).</p> |

| | | | | | | |
|---|---|--|---------|---|---|--|
| | 14. Exposition à des armes controversées (mines antipersonnel, armes à sous-munitions, armes chimiques ou armes biologiques) | Part d'investissement dans des sociétés qui participent à la fabrication ou à la vente d'armes controversées | 0% | | | Politique d'exclusion sur les armes controversées sur 9 types d'armes dont mines antipersonnel, armes à sous-munitions, armes chimiques ou armes biologiques. |
| Indicateurs supplémentaires liés aux questions sociales et environnementales | | | | | | |
| Eau, déchets et autres matières | Investissements dans des sociétés productrices de produits chimiques | Part d'investissement dans des entreprises produisant des produits chimiques | 0,001 % | | | Convergence des indicateurs de suivi ESG des fonds sur des indicateurs d'incidences négatives (PAI). Mise en place d'une politique d'exclusion et d'engagement relative aux biocides et produits chimiques dangereux (applicable en 2024) |
| Lutte contre la corruption et les actes de corruption | Insuffisance des mesures prises pour remédier au non-respect de normes de lutte contre la corruption et les actes de corruption | Part d'investissement dans des entités n'ayant pas pris de mesures suffisantes pour remédier au non-respect de normes de lutte contre la corruption et les actes de corruption | 0,09 % | Le Fonds étant soumis aux exigences de l'article 8 de la réglementation SFDR depuis le 28/05/2025 ; les indicateurs PAI de l'exercice 2025 sont les premiers publiés. Taux de couverture = 97,95 % | Se référer la « Déclaration Relative aux principales incidences négatives des politiques d'investissement sur les facteurs de durabilité » disponible sur le site internet de la Société de gestion | Notation ESG : ces indicateurs sont pris en compte dans l'analyse de l'enjeu : « Pratiques des Affaires » Analyse de controverses sur cet enjeu Politique d'engagement sur le volet social (liée à la politique d'exclusion en cas de controverses liées au Principe 10 du Pacte mondial). <i>Mesures additionnelles définies en 2025 : convergence des indicateurs de suivi ESG des fonds sur des indicateurs d'incidences négatives (PAI).</i> |

Pour plus d'information, veuillez-vous référer à la « Déclaration relative aux Principales Incidences Négatives des décisions d'investissement sur les facteurs de durabilité » disponible sur le site Internet de la Société de Gestion : <https://www.ofi-invest-am.com/finance-durable>.



La liste comprend les investissements constituant la plus grande proportion d'investissements du produit financier au cours de la période de référence, à savoir :

Quels ont été les principaux investissements de ce produit financier ?

Au 30 septembre 2025, les principaux investissements du Fonds sont les suivants :

| Actif | Secteur | Poids | Pays |
|------------------------------------|---------|-------|---------------|
| TREASURY NOTE | | 6,38% | États-Unis |
| ITALY (REPUBLIC OF) | Finance | 5,47% | Italie |
| GERMANY (FEDERAL REPUBLIC OF) RegS | | 4,51% | Allemagne |
| UK CONV GILT RegS | | 3,86% | Royaume-Uni |
| TREASURY NOTE | | 3,67% | États-Unis |
| FRANCE (REPUBLIC OF) RegS | | 3,65% | France |
| TREASURY BOND | | 3,53% | États-Unis |
| TREASURY NOTE | | 3,12% | États-Unis |
| SPAIN (KINGDOM OF) | Finance | 2,71% | Espagne |
| JAPAN (GOVERNMENT OF) 5YR #157 | | 2,49% | Japon |
| TREASURY NOTE | | 2,48% | États-Unis |
| EUROPEAN UNION RegS | Finance | 2,45% | Supranational |
| SPAIN (KINGDOM OF) | Finance | 2,38% | Espagne |
| FRANCE (REPUBLIC OF) RegS | | 2,30% | France |
| UK CONV GILT RegS | | 2,25% | Royaume-Uni |

Quelle était la proportion d'investissements liés à la durabilité ?

● Quelle était l'allocation des actifs ?

Au 30 septembre 2025, le Fonds a **99,24%** de son actif net constitué d'investissements contribuant à la promotion des caractéristiques environnementales et sociales (#1 Alignés avec les caractéristiques E/S).

Le Fonds a **0,76%** de son actif net appartenant à la poche #2 Autres. Celle-ci est constituée de :

- **0,02%** de liquidités ;
- **0 %** de dérivés ;
- **0,74 %** de valeurs ou des titres en portefeuille ne disposant pas d'un score ESG.

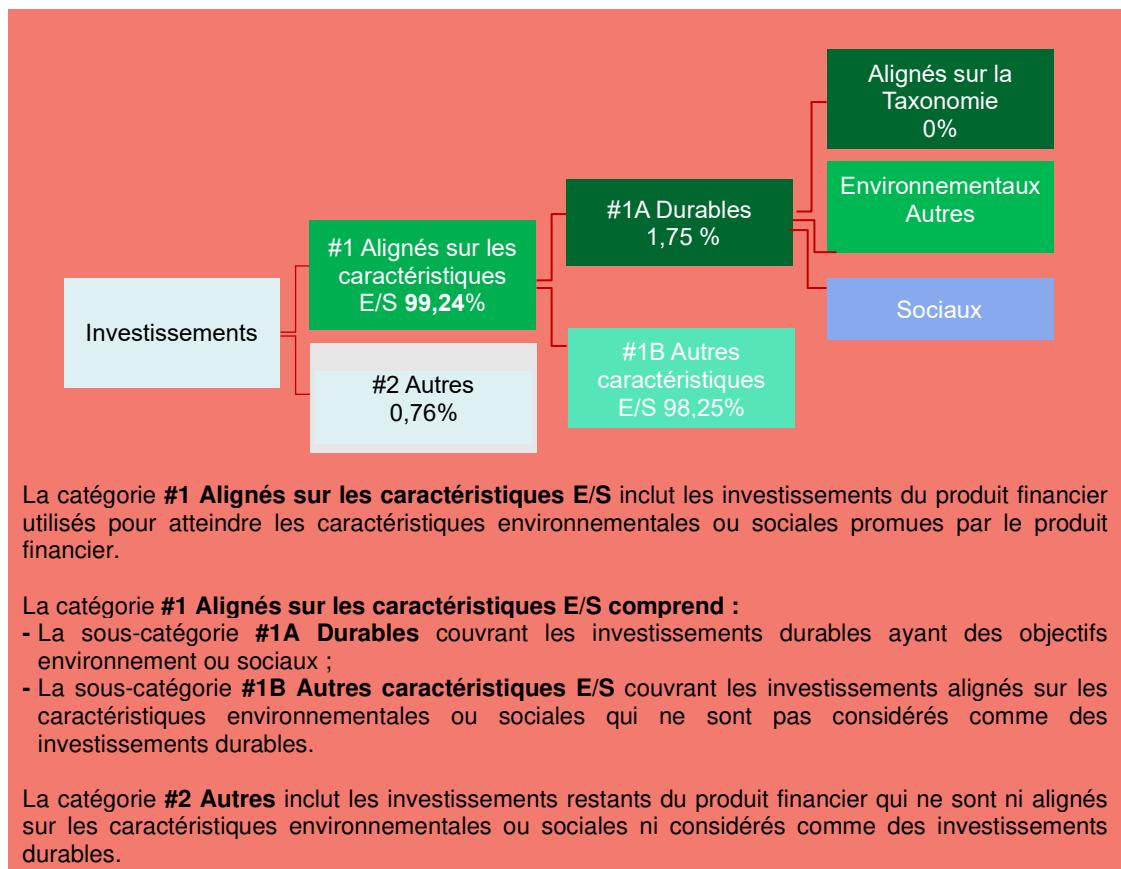
Le Fonds a 1,75% de son actif net appartenant à la poche #1A Durables.

Le Fonds a donc respecté l'allocation d'actifs prévue :

- Un minimum de 80% de l'actif net du fonds appartenant à la poche #1 Alignés avec les caractéristiques E/S ;
- Un maximum de 20% des investissements appartenant à la poche #2 Autres, dont 10% maximum de valeurs ou de titres ne disposant pas d'un score ESG et 10% maximum liquidités et de produits dérivés.
- Un minimum de 1% de l'actif net du fonds appartenant à la poche #1A Durable.

investissements dans des actifs spécifiques.





La catégorie **#1 Alignés sur les caractéristiques E/S** inclut les investissements du produit financier utilisés pour atteindre les caractéristiques environnementales ou sociales promues par le produit financier.

La catégorie **#1 Alignés sur les caractéristiques E/S comprend :**

- La sous-catégorie **#1A Durables** couvrant les investissements durables ayant des objectifs environnement ou sociaux ;
- La sous-catégorie **#1B Autres caractéristiques E/S** couvrant les investissements alignés sur les caractéristiques environnementales ou sociales qui ne sont pas considérés comme des investissements durables.

La catégorie **#2 Autres** inclut les investissements restants du produit financier qui ne sont ni alignés sur les caractéristiques environnementales ou sociales ni considérés comme des investissements durables.

Pour être conforme à la taxonomie de l'UE, les critères applicables au **gaz fossile** comprennent des limitations des émissions et le passage à l'électricité d'origine intégralement renouvelable ou à des carburants à faible teneur en carbone d'ici la fin de 2035. En ce qui concerne l'**énergie nucléaire**, les critères comprennent des règles complètes en matière de sûreté nucléaire et gestion des déchets.

Les activités **habilitantes** permettent directement à d'autres activités de contribuer de manière substantielle à la réalisation d'un objectif environnemental.

Les activités **transitoires** sont des activités pour lesquelles il n'existe pas encore de solutions de remplacement sobres en carbone et, entre autres, dont les niveaux d'émission de gaz à effet de serre correspondent aux meilleures performances réalisables.

● Dans quels secteurs économiques les investissements ont-ils été réalisés ?

Au 30 septembre 2025, la décomposition sectorielle des actifs investis est la suivante :

| Secteurs | poids |
|-------------------------------|--------|
| Autre | 75,53% |
| Finance | 24,42% |
| Industrie | 0,02% |
| Services aux collectivités | 0,01% |
| Technologies de l'information | 0,01% |
| Consommation discrétionnaire | 0,01% |
| Santé | 0,01% |
| Soins de santé | 0,00% |
| Autre | 0,00% |

Dans quelle mesure les investissements durables ayant un objectif environnemental étaient-ils alignés sur la taxonomie de l'UE ?

Au 30 septembre 2025, la part des investissements durables ayant un objectif environnemental alignés à la Taxonomie en portefeuille est nulle.

● Le produit financier a-t-il investi dans des activités liées au gaz fossile et/ou à l'énergie nucléaire qui sont conformes à la taxonomie de l'UE² ?

Oui

² Les activités liées au gaz fossile et/ou au nucléaire ne seront conformes à la taxonomie de l'UE que si elles contribuent à limiter le changement climatique (« atténuation du changement climatique ») et ne causent de préjudice important à aucun objectif de la taxonomie de l'UE – voir la note explicative dans la marche de gauche.

L'ensemble des critères applicables aux activités économiques dans les secteurs du gaz fossile et de l'énergie nucléaire qui sont conformes à la taxonomie de l'UE sont définis dans le règlement délégué (UE) 2022/1214 de la Commission.

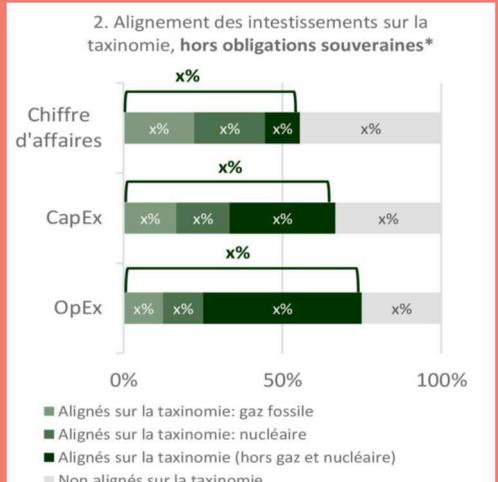
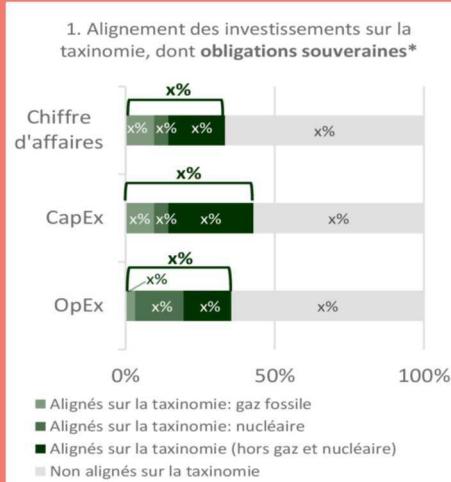
- Dans le gaz fossile
- Dans l'énergie nucléaire

☒ Non

Les activités alignées sur la taxonomie sont exprimées en pourcentage :

- du **chiffre d'affaires** pour refléter la part de revenus provenant des activités vertes des sociétés dans lesquelles le produit financier a investi ;
- des **dépenses d'investissement** (CapEx) pour montrer les investissements verts réalisés par les sociétés dans lesquelles le produit financier a investi, pour une transition vers une économie plus verte par exemple ;
- des **dépenses d'exploitation** (OpEx) pour refléter les activités opérationnelles vertes.

Les graphiques ci-dessous font apparaître en vert le pourcentage d'investissements qui étaient alignés sur la taxonomie de l'UE. Etant donné qu'il n'existe pas de méthodologie appropriée pour déterminer l'alignement des obligations souveraines sur la taxonomie, le premier graphique montre l'alignement sur la taxonomie par rapport à tous les investissements du produit financier, y compris les obligations souveraines, tandis que le deuxième graphique représente l'alignement sur la taxonomie uniquement par rapport aux investissements du produit financier autres que les obligations souveraines.*



Ce graphique représente x% des investissements totaux.

*Aux fins de ces graphiques, les « obligations souveraines » comprennent toutes les expositions souveraines.

● Quelle était la proportion d'investissements réalisés dans des activités transitoires et habilitantes ?

Au 30 septembre 2025, la part des investissements dans des activités transitoires et habilitantes en portefeuille est nulle.

● Comment le pourcentage d'investissements alignés sur la taxonomie de l'UE a-t-il évolué par rapport aux périodes de référence précédentes ?

Au 30 septembre 2025, la part d'investissements alignés sur la taxonomie est restée nulle.



Le symbole représente des investissements durables ayant un objectif environnemental qui ne tiennent pas compte des critères en matière d'activités économiques durables sur le plan environnemental au titre du règlement (UE) 2020/852.



Quelle était la proportion minimale d'investissements durables ayant un objectif environnemental qui n'étaient pas alignés sur la taxonomie de l'UE ?

La proportion d'investissements durables ayant un objectif environnemental qui n'étaient pas alignés sur la taxonomie était de **1,05 %**.



Quelle était la proportion d'investissements durables sur le plan social ?

La proportion d'investissements durables sur le plan social était de 0,05 %.



Quels étaient les investissements inclus dans la catégorie « autres », quelle était leur finalité et des garanties environnementales ou sociales minimales s'appliquent-elles à eux ?

Ces investissements, qui n'ont été effectués que dans des situations spécifiques, ont consisté en :

- des liquidités ;
- des produits dérivés;
- des valeurs ou des titres ne disposant pas d'un score ESG.

Bien que cette catégorie ne dispose pas d'une notation ESG et qu'aucune garantie minimale environnementale et sociale n'ait été mise en place, son utilisation n'a pas eu pour conséquence de dénaturer significativement ou durablement les caractéristiques environnementales et/ou sociales promues par le Fonds.



Quelles mesures ont été prises pour atteindre les caractéristiques environnementales et/ou sociales au cours de la période de référence ?

Afin de respecter les caractéristiques environnementales et/ou sociales au cours de la période de référence, toutes les données ESG ont été mises à disposition des gérants dans les outils de gestion et les différentes exigences ESG ont été paramétrées et suivies dans ces mêmes outils.



Quelle a été la performance de ce produit financier par rapport à l'indice de référence ?

Les indices de référence sont des indices permettant de mesurer si le produit financier atteint les caractéristiques environnementales ou sociales qu'il promeut.

L'univers ISR de comparaison de ce produit financier comprend les valeurs composant l'indice Bloomberg G4 Global Treasury – USD/EUR/JPY/GBP only Total Return Inex Hedged qui est identique avec l'indicateur de référence du Fonds.

● **En quoi l'indice de référence diffère-t-il d'un indice de marché large ?**

Non applicable

● **Quelle a été la performance de ce produit financier au regard des indicateurs de durabilité visant à déterminer l'alignement de l'indice de référence sur les caractéristiques environnementales ou sociales promues ?**

Non applicable

● **Quelle a été la performance de ce produit par rapport à l'indice de référence ?**

Non applicable

● **Quelle a été la performance de ce produit financier par rapport à l'indice de marché large ?**

Non applicable



**OFI INVEST GLOBAL SOVEREIGN
BONDS**

Rapport du commissaire aux comptes
sur les comptes annuels

(Exercice clos le 30 septembre 2025)





**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
Exercice clos le 30 septembre 2025**

OFI INVEST GLOBAL SOVEREIGN BONDS
OPCVM CONSTITUE SOUS FORME DE FONDS COMMUN DE PLACEMENT
Régi par le Code monétaire et financier

Société de gestion
OFI INVEST ASSET MANAGEMENT
127-129, quai du Président Roosevelt
92130 Issy-les-Moulineaux

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par la société de gestion, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'OPCVM constitué sous forme de fonds commun de placement OFI INVEST GLOBAL SOVEREIGN BONDS relatifs à l'exercice clos le 30 septembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'OPCVM constitué sous forme de fonds commun de placement à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « *Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels* » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 01/10/2024 à la date d'émission de notre rapport.

PricewaterhouseCoopers Audit, SAS, 63, rue de Villiers 92208
Neuilly-sur-Seine Cedex
Téléphone : +33 (0)1 56 57 58 59

Société d'expertise comptable inscrite au tableau de l'ordre de Paris - Ile de France. Société de commissariat aux comptes membre de la compagnie régionale de Versailles et du Centre. Société par Actions Simplifiée au capital de 2 510 460 €. Siège social : 63 rue de Villiers 92200 Neuilly-sur-Seine. RCS Nanterre 672 006 483. TVA n° FR 76 672 006 483. Siret 672 006 483 00362. Code APE 6920 Z. Bureaux : Bordeaux, Lille, Lyon, Marseille, Metz, Nantes, Neuilly-Sur-Seine, Rennes, Rouen, Strasbourg, Toulouse, Montpellier

OFI INVEST GLOBAL SOVEREIGN BONDS

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 30 septembre 2025 - Page 2

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance que les appréciations qui, selon notre jugement professionnel ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués ainsi que sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-dessous. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion établi par la société de gestion.

*PricewaterhouseCoopers Audit, SAS, 63, rue de Villiers 92208
Neuilly-sur-Seine Cedex
Téléphone : +33 (0)1 56 57 58 59*

Société d'expertise comptable inscrite au tableau de l'ordre de Paris - Ile de France. Société de commissariat aux comptes membre de la compagnie régionale de Versailles et du Centre. Société par Actions Simplifiée au capital de 2 510 460 €. Siège social : 63 rue de Villiers 92200 Neuilly-sur-Seine. RCS Nanterre 672 006 483. TVA n° FR 76 672 006 483. Siret 672 006 483 00362. Code APE 6920 Z. Bureaux : Bordeaux, Lille, Lyon, Marseille, Metz, Nantes, Neuilly-Sur-Seine, Rennes, Rouen, Strasbourg, Toulouse, Montpellier

OFI INVEST GLOBAL SOVEREIGN BONDS

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 30 septembre 2025 - Page 3

Responsabilités de la société de gestion relatives aux comptes annuels

Il appartient à la société de gestion d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la société de gestion d'évaluer la capacité du fonds à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider le fonds ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été établis par la société de gestion.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion du fonds.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

*PricewaterhouseCoopers Audit, SAS, 63, rue de Villiers 92208
Neuilly-sur-Seine Cedex
Téléphone : +33 (0)1 56 57 58 59*

Société d'expertise comptable inscrite au tableau de l'ordre de Paris - Ile de France. Société de commissariat aux comptes membre de la compagnie régionale de Versailles et du Centre. Société par Actions Simplifiée au capital de 2 510 460 €. Siège social : 63 rue de Villiers 92200 Neuilly-sur-Seine. RCS Nanterre 672 006 483. TVA n° FR 76 672 006 483. Siret 672 006 483 00362. Code APE 6920 Z. Bureaux : Bordeaux, Lille, Lyon, Marseille, Metz, Nantes, Neuilly-Sur-Seine, Rennes, Rouen, Strasbourg, Toulouse, Montpellier

OFI INVEST GLOBAL SOVEREIGN BONDS

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 30 septembre 2025 - Page 4

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la société de gestion, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la société de gestion de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité du fonds à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Neuilly sur Seine, date de la signature électronique

Document authentifié par signature électronique
Le commissaire aux comptes
PricewaterhouseCoopers Audit
Raphaëlle Alezra-Cabessa

2026.01.07 16:59:06 +0100



Bilan Actif au 30 septembre 2025 en euros

| | 30/09/2025 | 30/09/2024 |
|---|----------------------|---------------------|
| Immobilisations corporelles nettes | - | - |
| Titres financiers | 94 926 655,88 | 7 140 001,16 |
| Actions et valeurs assimilées (A) | - | - |
| Négociées sur un marché réglementé ou assimilé | - | - |
| Non négociées sur un marché réglementé ou assimilé | - | - |
| Obligations convertibles en actions (B) | - | - |
| Négociées sur un marché réglementé ou assimilé | - | - |
| Non négociées sur un marché réglementé ou assimilé | - | - |
| Obligations et valeurs assimilées (C) | 92 282 251,09 | 4 693 106,16 |
| Négociées sur un marché réglementé ou assimilé | 92 282 251,09 | 4 693 106,16 |
| Non négociées sur un marché réglementé ou assimilé | - | - |
| Titres de créances (D) | - | - |
| Négociés sur un marché réglementé ou assimilé | - | - |
| Non négociés sur un marché réglementé ou assimilé | - | - |
| Parts d'OPC et de fonds d'investissements (E) | 2 388 603,63 | 2 432 374,97 |
| OPCVM | 2 388 603,63 | 2 432 374,97 |
| FIA et équivalents d'autres Etats membres de l'Union Européenne | - | - |
| Autres OPC et fonds d'investissements | - | - |
| Dépôts (F) | - | - |
| Instruments financiers à terme (G) | 255 801,16 | 14 520,03 |
| Opérations temporaires sur titres (H) | - | - |
| Créances représentatives de titres financiers reçus en pension | - | - |
| Créances représentatives de titres donnés en garantie | - | - |
| Créances représentatives de titres financiers prêtés | - | - |
| Titres financiers empruntés | - | - |
| Titres financiers donnés en pension | - | - |
| Autres opérations temporaires | - | - |
| Prêts (I) | - | - |
| Autres actifs éligibles (J) | - | - |
| Sous-total actifs éligibles I = (A+B+C+D+E+F+G+H+I+J) | 94 926 655,88 | 7 140 001,16 |
| Créances et comptes d'ajustement actifs | 389 324,07 | 6 775,20 |
| Comptes financiers | 78 220,56 | 1 365,81 |
| Sous-total actifs autres que les actifs éligibles II (*) | 467 544,63 | 8 141,01 |
| Total Actif I+II | 95 394 200,51 | 7 148 142,17 |

(*) Les autres actifs sont les actifs autres que les actifs éligibles tels que définis par le règlement ou les statuts de l'OPC à capital variable qui sont nécessaires à leur fonctionnement.

Bilan Passif au 30 septembre 2025 en euros

| | 30/09/2025 | 30/09/2024 |
|--|----------------------|---------------------|
| Capitaux propres : | | |
| Capital | 93 433 270,03 | 6 558 474,53 |
| Report à nouveau sur revenu net | - | 2,38 |
| Report à nouveau des plus et moins-values latentes nettes | - | - |
| Report à nouveau des plus et moins-values réalisées nettes | 317 346,46 | 5 226,15 |
| Résultat net de l'exercice | 662 373,89 | 564 770,34 |
| Capitaux propres | 94 412 990,38 | 7 128 473,40 |
| Passifs de financement II (*) | - | - |
| Capitaux propres et passifs de financement (I+II) | 94 412 990,38 | 7 128 473,40 |
| Passifs éligibles : | | |
| Instruments financiers (A) | | |
| Opérations de cession sur instruments financiers | - | - |
| Opérations temporaires sur titres financiers | - | - |
| Instruments financiers à terme (B) | 181 871,01 | 14 520,00 |
| Emprunts (C) | | |
| Autres passifs éligibles (D) | | |
| Sous-total passifs éligibles III = A+B+C+D | 181 871,01 | 14 520,00 |
| Autres passifs : | | |
| Dettes et comptes d'ajustement passifs | 732 318,35 | 5 148,77 |
| Concours bancaires | 67 020,77 | - |
| Sous-total autres passifs IV | 799 339,12 | 5 148,77 |
| Total Passifs : I+II+III+IV | 95 394 200,51 | 7 148 142,17 |

(*) Cette rubrique est facultative, et ne concerne que les OFS. Les passifs de financement sont les passifs émis par l'OFS autres que les parts ou actions.

Compte de résultat au 30 septembre 2025 en euros

| | 30/09/2025 | 30/09/2024 |
|---|---------------------|-------------------|
| Revenus financiers nets | | |
| Produits sur opérations financières | | |
| Produits sur actions | - | - |
| Produits sur obligations | 979 860,36 | 92 677,13 |
| Produits sur titres de créances | - | - |
| Produits sur des parts d'OPC | - | - |
| Produits sur instruments financiers à terme | - | - |
| Produits sur opérations temporaires sur titres | - | - |
| Produits sur prêts et créances | - | - |
| Produits sur autres actifs et passifs éligibles | - | - |
| Autres produits financiers | 5 171,58 | 1 155,48 |
| Sous-total Produits sur opérations financières | 985 031,94 | 93 832,61 |
| Charges sur opérations financières | | |
| Charges sur opérations financières | - | - |
| Charges sur instruments financiers à terme | - | - |
| Charges sur opérations temporaires sur titres | - | - |
| Charges sur emprunts | - | - |
| Charges sur autres actifs et passifs éligibles | - | - |
| Charges sur passifs de financement | - | - |
| Autres charges financières | -2 374,84 | -205,82 |
| Sous-total Charges sur opérations financières | -2 374,84 | -205,82 |
| Total Revenus financiers nets (A) | 982 657,10 | 93 626,79 |
| Autres produits : | | |
| Rétrocession des frais de gestion au bénéfice de l'OPC | - | - |
| Versements en garantie de capital ou de performance | - | - |
| Autres produits | - | - |
| Autres charges : | | |
| Frais de gestion de la société de gestion | -217 785,80 | -68 193,35 |
| Frais d'audit, d'études des fonds de capital investissement | - | - |
| Impôts et taxes | - | - |
| Autres charges | - | - |
| Sous-total Autres produits et Autres charges (B) | -217 785,80 | -68 193,35 |
| Sous total Revenus nets avant compte de régularisation C = A+B | 764 871,30 | 25 433,44 |
| Régularisation des revenus nets de l'exercice (D) | 547 018,36 | -1 011,70 |
| Sous-total Revenus nets I = C+D | 1 311 889,66 | 24 421,74 |

Compte de résultat au 30 septembre 2025 en euros (suite)

| | 30/09/2025 | 30/09/2024 |
|--|----------------------|-------------------|
| Plus ou moins-values réalisées nettes avant compte de régularisations : | | |
| Plus et moins-values réalisées | 722 293,22 | -35 795,00 |
| Frais de transactions externes et frais de cession | -25 398,93 | -1 623,94 |
| Frais de recherche | - | - |
| Quote-part des plus-values réalisées restituées aux assureurs | - | - |
| Indemnités d'assurance perçues | - | - |
| Versements en garantie de capital ou de performance reçus | - | - |
| Sous total Plus ou moins-values réalisées nettes avant compte de régularisations (E) | 696 894,29 | -37 418,94 |
| Régularisations des plus ou moins-values réalisées nettes (F) | -4 485 063,42 | 1 810,13 |
| Plus ou moins-values réalisées nettes II = E+F | -3 788 169,13 | -35 608,81 |
| Plus ou moins-values latentes nettes avant compte de régularisations : | | |
| Variation des plus ou moins-values latentes yc les écarts de change sur les actifs éligibles | -1 152 137,97 | 601 129,12 |
| Ecarts de change sur les comptes financiers en devises | -1 571,75 | - |
| Versements en garantie de capital ou de performance à recevoir | - | - |
| Quote-part des plus-values latentes à restituer aux assureurs | - | - |
| Sous total Plus ou moins-values latentes nettes avant compte de régularisations (G) | -1 153 709,72 | 601 129,12 |
| Régularisations des plus ou moins-values latentes nettes (H) | 4 292 363,08 | -25 171,71 |
| Plus ou moins-values latentes nettes III = G+H | 3 138 653,36 | 575 957,41 |
| Acomptes : | | |
| Acomptes sur revenus nets versés au titre de l'exercice (J) | - | - |
| Acomptes sur plus ou moins-values réalisées nettes versés au titre de l'exercice (K) | - | - |
| Total Acomptes versés au titre de l'exercice IV = J+K | - | - |
| Impôt sur le résultat V | - | - |
| Résultat net I + II + III + IV + V | 662 373,89 | 564 770,34 |

ANNEXE

RAPPEL DE LA STRATEGIE D'INVESTISSEMENT

La stratégie de gestion est discrétionnaire quant à l'allocation d'actifs et à la sélection des valeurs.

Le Fonds sera en permanence exposé aux titres de créance et instruments du marché monétaire d'émetteurs publics ou quasi-publics libellées en euro, dollar, livre sterling et yen.

Le portefeuille sera investi jusqu'à 100% sur des émetteurs publics ou quasi-publics de pays membres de l'OCDE, et dans la limite de 10% sur des pays hors OCDE.

Le portefeuille pourra être investi dans la limite de 10% de l'actif net en parts ou actions d'OPC.

Le FCP pourra avoir recours à des instruments dérivés ou intégrant des dérivés. Les dérivés et les instruments intégrant des dérivés sont utilisés dans un but de couverture et/ou d'exposition aux risques de taux, de change.

L'exposition du FCP au risque de change est limitée à 10% de l'actif net. Pour respecter cette limite, une couverture du change pourra être mise en œuvre.

L'exposition du portefeuille pourra également être réalisée ou ajustée au moyen d'instruments dérivés ou intégrant des dérivés.

Le FCP offre une gestion active reposant sur un processus d'investissement rigoureux permettant d'identifier et de tirer parti de différentes sources de valeur ajoutée. Le portefeuille est construit et géré sur la base d'une analyse quantitative et qualitative de l'univers d'investissement, afin d'intégrer au portefeuille les valeurs jugées, par l'équipe de gestion, en adéquation avec les objectifs et contraintes de gestion.

Les gérants dressent une perspective globale offrant des vues cohérentes de marché, des thèmes d'investissement et des moteurs de performance clairement définis.

Les vues de marché sont ensuite transcrives en 6 stratégies d'investissement principales : directionnel, pente, crédit, valeur relative, inflation et volatilité.

Chaque moteur de performance est ainsi ventilé en stratégies d'investissement élémentaires grâce à l'analyse de différents critères qualitatifs et quantitatifs :

- gestion de l'exposition au risque de taux en termes de sensibilité,
- gestion des positions sur la courbe des taux,
- gestion de l'exposition globale au risque crédit,
- gestion de l'allocation géographique et sectorielle,
- sélection des émetteurs,
- choix de titres.

| | |
|---|--|
| Fourchette de sensibilité aux taux d'intérêt par rapport à l'indice : | Entre -1,5 et +1,5 |
| Devises de libellé des titres dans lesquels le FCP est investi | Toutes devises, dont notamment sans s'y limiter : Euro, US dollar, Livre sterling, Yen : jusqu'à 100% de l'actif net |
| Niveau de risque de change supporté par le FCP : | Entre 0% et 10% de l'actif net |
| Zone géographique des émetteurs des titres auxquels le FCP est exposé : | OCDE : jusqu'à 100% de l'actif net Hors OCDE : de 0 à 10% de l'actif net |

Analyse des critères extra-financiers :

Le gérant complète son étude, concomitamment à l'analyse financière, par l'analyse de critères extra financiers afin de sélectionner au mieux les titres en portefeuille.

La part des titres analysés ESG dans le portefeuille devra être supérieure à 90% de l'actif net du fonds (hors liquidités, OPC et produits dérivés) pour chacune des classes d'actifs.

La gestion met en œuvre une approche ESG en "amélioration de note", qui consiste à obtenir une note ESG moyenne du portefeuille supérieure à la note ESG moyenne de l'univers ISR, comprenant les valeurs de l'indice Bloomberg G4 Global Treasury – USD/EUR/JPY/GBP only Total Return Index Hedged, que la société de gestion considère comme un élément de comparaison pertinent de la notation ESG du Fonds au regard de sa stratégie.

Bien qu'elle reste seule juge de la décision d'investissement pour la sélection des titres, la société de gestion s'appuie sur sa notation ESG propriétaire réalisée par son équipe d'analyse ESG et détaillée dans l'annexe précontractuelle.

Par ailleurs, Ofi Invest Asset Management a identifié des zones de risques pour ses investissements en lien avec certains secteurs d'activités et référentiels internationaux. La société de gestion s'est donc dotée de politiques d'exclusion afin de minimiser ces risques et de gérer son risque réputationnel.

Le Fonds applique les politiques d'exclusion synthétisées dans le document dénommé « Politique d'investissement Exclusions sectorielles et normatives », disponible à l'adresse suivante : https://www.ofi-invest-am.com/pdf/principes-et-politiques/politique-exclusions-sectorielles-et-normatives_ofi-invest-AM.pdf

Les politiques d'exclusion sont également disponibles dans leur intégralité sur le site : <https://www.ofi-invest-am.com>

Le FCP ne fera pas de demande pour l'obtention du label ISR.

**Tableau des éléments caractéristiques de l'OPC à capital variable
au cours des cinq derniers exercices**

| | 30/09/2025 | 30/09/2024 | 29/09/2023 | 30/09/2022 | 30/09/2021 |
|---|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| Actif net | | | | | |
| en EUR | 94 412 990,38 | 7 128 473,40 | 7 191 034,23 | 7 782 489,18 | 10 901 111,07 |
| Nombre de titres | | | | | |
| Catégorie de parts A | 39 360,1194 | 3 773,2732 | 4 146,6765 | 4 454,7534 | 5 211,9637 |
| Catégorie de parts RF | 34 632,0000 | 422,0000 | 422,0000 | 422,0000 | 422,0000 |
| Valeur liquidative unitaire | | | | | |
| Catégorie de parts A en EUR | 1 827,75 | 1 817,45 | 1 673,90 | 1 690,52 | 2 033,64 |
| Catégorie de parts RF en EUR | 648,89 | 641,47 | 592,17 | 596,26 | 715,27 |
| Distribution unitaire sur plus et moins-values nettes (y compris les acomptes) | | | | | |
| Catégorie de parts A en EUR | - | - | - | - | - |
| Catégorie de parts RF en EUR | - | - | - | - | - |
| Distribution unitaire sur revenu net (y compris les acomptes) | | | | | |
| Catégorie de parts A en EUR | - | - | - | - | - |
| Catégorie de parts RF en EUR | - | - | 5,43 | 2,19 | 2,36 |
| Crédit d'impôt unitaire transféré au porteur (personnes physiques) | | | | | |
| Catégorie de parts A en EUR | - | - | - | - | - |
| Catégorie de parts RF en EUR | - | - | - | - | - |
| Capitalisation unitaire | | | | | |
| Catégorie de parts A en EUR | -50,48 | -3,28 | -41,66 | -42,77 | 36,84 |
| Catégorie de parts RF en EUR | -4,96 | 6,06 | - | - | - |

REGLES ET METHODES COMPTABLES

L'OPC s'est conformé aux règles comptables prescrites par le règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2020-07 modifié, relatif au plan comptable des OPC à capital variable.

Les principes généraux de la comptabilité s'appliquent :

- image fidèle, comparabilité, continuité de l'activité,
- régularité, sincérité,
- prudence,
- permanence des méthodes d'un exercice à l'autre

Les règles d'évaluation sont fixées, sous sa responsabilité, par la Société de Gestion.

La devise de la comptabilité du fonds est l'euro.

La valeur liquidative est calculée quotidiennement, chaque jour de bourse à Paris à l'exception des jours fériés légaux.

Les comptes relatifs au portefeuille-titres sont tenus par référence au coût historique : les entrées (achats ou souscriptions) et les sorties (ventes ou remboursements) sont comptabilisées sur la base du prix d'acquisition, frais exclus.

Toute sortie génère une plus-value ou une moins-value de cession ou de remboursement et éventuellement une prime de remboursement.

Les coupons courus sur TCN sont pris au jour de la date de valeur liquidative.

L'OPC valorise son portefeuille-titres à la valeur actuelle, valeur résultant de la valeur de marché ou à défaut d'existence de marché, de méthodes financières. La différence valeur d'entrée – valeur actuelle génère une plus ou moins-value qui sera enregistrée en « différence d'estimation du portefeuille ».

Description des méthodes de valorisation des postes du bilan et des opérations à terme ferme et conditionnelles

Les sources d'information retenues pour l'évaluation courante des instruments financiers et valeurs négociés sur un marché réglementé sont par ordre de priorité : IBOXX, BGN ou ICMA ou à défaut, toute autre source d'information publique. Les cours sont extraits en début de matinée du jour ouvré suivant la date de valorisation.

Les instruments financiers et valeurs négociés sur un marché réglementé sont évalués selon les règles suivantes :

Instruments financiers cotés

Les instruments financiers cotés sont évalués au cours de clôture du jour ou au dernier cours connu lors de la récupération des cours en début de matinée le jour ouvré suivant (source : valorisation sur la base d'une hiérarchie de contributeurs donnée par la SGP).

Toutefois, les instruments cotant sur des marchés en continu sont évalués au cours de compensation du jour (source : chambre de compensation)

Les positions ouvertes sur marchés à terme sont évaluées sur la base des cours de compensation du jour.

Toutefois, les instruments qui ne font pas l'objet d'échanges réguliers et/ou pour des volumes significatifs pourront être évalués sur base de la moyenne des contributions (cours demandés) recueillies auprès des sources d'information spécifiées ci-dessus.

OPC et fonds d'investissement non cotés

Sur base de la dernière valeur liquidative fournie par les bases de données financières citées ci-dessus ou à défaut par tout moyen. Cependant, pour la valorisation des OPC dont la valorisation dépend de la société de gestion, la valeur liquidative retenue sera celle du jour de valorisation.

Titres de créance négociables

Les TCN sont évalués aux taux du marché à l'heure de publication des taux du marché interbancaire. La valorisation des TCN s'effectue via l'outil de notre fournisseur de données qui recense au quotidien les valorisations au prix de marché des TCN. Les prix sont issus des différents brokers/banques acteurs de ce marché. Ainsi, les courbes de marché des émetteurs contribués sont récupérées par la Société de Gestion qui calcule un prix de marché quotidien. Pour les émetteurs privés non listés, des courbes de références quotidiennes par rating sont calculées également à partir de cet outil. Les taux sont éventuellement corrigés d'une marge calculée en fonction des caractéristiques de l'émetteur du titre.

Les instruments financiers non négociés sur un marché réglementé sont évalués selon les règles suivantes :

Ces instruments sont évalués à leur valeur probable de négociation déterminée à partir d'éléments tels que : valeur d'expertise, transactions significatives, rentabilité, actif net, taux de marché et caractéristiques intrinsèques de l'émetteur ou tout élément prévisionnel.

Les contrats sont évalués selon les méthodes suivantes :

Les contrats sont évalués à leur valeur de marché compte tenu des conditions des contrats d'origine. Toutefois, les contrats d'échange de taux d'intérêt (swaps) dont la durée de vie lors de leur mise en place est inférieure à trois mois sont évalués selon les principes de la méthode « simplificatrice » consistant dans l'évaluation du différentiel d'intérêts sur la période courue.

Les dépôts, autres avoirs créances ou dettes sont évalués selon les méthodes suivantes :

La valeur des espèces détenues en compte, des créances en cours et des dépenses payées d'avance ou à payer est constituée par leur valeur nominale convertie, le cas échéant, dans la devise de comptabilisation au cours du jour de valorisation.

Les instruments financiers dont le cours n'a pas été constaté le jour de l'évaluation ou dont le cours a été corrigé sont évalués à leur valeur probable de négociation sous la responsabilité de la Société de Gestion. Ces évaluations et leur justification sont communiquées au commissaire aux comptes à l'occasion de ses contrôles.

Devises

Les devises au comptant sont valorisées avec les cours publiés quotidiennement sur les bases de données financières utilisées par la Société de Gestion.

Description de la méthode de classement des Titres de créances et des Instruments du marché monétaire dans le tableau Exposition directe aux marchés de crédit

Les titres d'une entreprise sont notés « Investment grade » si elle a une forte capacité à honorer ses engagements financiers.

Les titres avec un niveau de risque plus élevé sont classés dans la catégorie « Non Investment Grade ».

Si l'émetteur du titre est noté par l'analyse crédit, c'est le rating de l'émetteur de type « long terme » qui est retenu. Cette notation correspond à un rang équivalent « senior unsecured ».

Si l'émetteur du titre n'est pas noté par l'analyse crédit et que le titre est noté par des agences, c'est la 2ème meilleure note d'agences au niveau du titre qui est retenue. Quand le titre n'est noté que par une seule agence, la note de cette agence est retenue.

En cas de notation non disponible (ni pour l'émetteur, ni pour le titre), le titre est classé dans la catégorie « Non notés ».

Les titres de type « bon du trésor » ou « certificat de dépôt » peuvent être assimilés au rating de type « long terme » de l'émetteur.

Description des engagements hors-bilan

Les contrats à terme ferme figurent au hors-bilan pour leur valeur de marché, valeur égale au cours (ou à l'estimation, si l'opération est réalisée de gré à gré) multipliée par le nombre de contrats multipliée par le nominal et éventuellement traduit en devise de comptabilité du fonds.

Les opérations à terme conditionnelles sont traduites en équivalent sous-jacent de l'option (quantité x quotité x cours du sous-jacent x delta éventuellement traduit en devise de comptabilité du fonds).

Les engagements sur contrats d'échange de taux ou de devise sont enregistrés en hors-bilan à la valeur nominale ou, en l'absence de valeur nominale, pour un montant équivalent, lors de la transaction initiale.

Comptabilisation des revenus des valeurs à revenus fixes

Les coupons des produits à revenus fixes sont comptabilisés suivant la méthode des intérêts courus.

Comptabilisation des frais de transaction

Les frais de transaction sont comptabilisés suivant la méthode des frais exclus.

Description de la méthode de calcul des frais de gestion fixes

Les frais de gestion sont imputés directement au compte de résultat de l'OPC, lors du calcul de chaque valeur liquidative. Le taux maximum appliqué sur la base de l'actif net ne peut être supérieur à

- Part A : 0,80% maximum TTC
- Part RF : 0,40% maximum TTC

Ces frais recouvrent tous les frais facturés directement à l'OPCVM, à l'exception des frais de transaction. Les frais de transaction incluent les frais d'intermédiation (courtage, impôts de bourse, etc..) et la commission de mouvement, le cas échéant, qui peut être perçue notamment par le dépositaire et la société de gestion.

Aux frais de fonctionnement et de gestion peuvent s'ajouter :

- des commissions de mouvement facturées à l'OPC ;
- des frais relatifs aux opérations d'acquisition et de cession temporaires de titres.

Des frais liés à la recherche au sens de l'article 314-21 du règlement général de l'AMF peuvent être facturés au FCP lorsque ces frais ne sont pas payés à partir des ressources propres de la Société de Gestion.

En application du décret n°2015-421 du 14 avril 2015, la contribution due à l'AMF au titre du FCP n'est pas prise en compte dans le plafonnement des frais de gestion financière et frais administratifs externes à la Société de Gestion tels que mentionnés ci-dessus ; ladite contribution est partie intégrante des frais courants du FCP.

Description des frais de gestion indirects

Le fonds investira dans des OPC ou fonds d'investissement dont la moyenne des frais ne dépassera pas 0,30 % TTC.

Description de la méthode de calcul des frais de gestion variables

Néant

Affectation des sommes distribuables

Sommes distribuables afférentes au revenu net :

Catégorie de parts A

La capitalisation pure : les sommes distribuables sont intégralement capitalisées à l'exception de celles qui font l'objet d'une distribution obligatoire en vertu de la loi.

Catégorie de parts RF

La capitalisation pure : les sommes distribuables sont intégralement capitalisées à l'exception de celles qui font l'objet d'une distribution obligatoire en vertu de la loi.

Sommes distribuables afférentes aux plus-values réalisées :

Catégorie de parts A

La capitalisation pure : les sommes distribuables sont intégralement capitalisées à l'exception de celles qui font l'objet d'une distribution obligatoire en vertu de la loi.

Catégorie de parts RF

La capitalisation pure : les sommes distribuables sont intégralement capitalisées à l'exception de celles qui font l'objet d'une distribution obligatoire en vertu de la loi.

Justification des changements de méthode ou de réglementation

Néant

Changements comptables soumis à l'information particulière des porteurs

Néant

Justification des changements d'estimation ainsi que des changements de modalités d'application

Néant

Nature des erreurs corrigées au cours de l'exercice

Néant

Evolution des capitaux propres au cours de l'exercice

| | 30/09/2025 | 30/09/2024 |
|--|----------------------|---------------------|
| Capitaux propres début d'exercice | 7 128 473,40 | 7 191 034,23 |
| Flux de l'exercice : | | |
| Souscriptions appelées (y compris la commission de souscription acquise à l'OPC) | 90 582 692,17 | - |
| Rachats (sous déduction de la commission de rachat acquise à l'OPC) | -3 606 231,06 | -649 412,99 |
| Revenus nets de l'exercice avant comptes de régularisation | 764 871,30 | 25 433,44 |
| Plus ou moins-values réalisées nettes avant comptes de régularisation | 696 894,29 | -37 418,94 |
| Variation des plus ou moins-values latentes avant compte de régularisation | -1 153 709,72 | 601 129,12 |
| Distribution de l'exercice antérieur sur revenus nets | - | -2 291,46 |
| Distribution de l'exercice antérieur sur plus ou moins-values réalisées nettes | - | - |
| Acomptes versés au cours de l'exercice sur revenus nets | - | - |
| Acomptes versés au cours de l'exercice sur plus ou moins-values réalisées nettes | - | - |
| Autres éléments | - | - |
| Capitaux propres en fin d'exercice (= Actif net) | 94 412 990,38 | 7 128 473,40 |

Souscriptions rachats

| | | |
|------------------------------|-------------|--|
| Catégorie de parts A | | |
| Parts émises | 37 577,0000 | |
| Parts rachetées | 1 990,1538 | |
| Catégorie de parts RF | | |
| Parts émises | 34 210,0000 | |
| Parts rachetées | - | |

Commissions

| | | |
|--|------|--|
| Catégorie de parts A | | |
| Montant des commissions de souscription acquises | 0,00 | |
| Montant des commissions de rachat acquises | 0,00 | |
| Catégorie de parts RF | | |
| Montant des commissions de souscription acquises | 0,00 | |
| Montant des commissions de rachat acquises | 0,00 | |

Caractéristiques des différentes catégories de parts

FR0012184042 - OFI INVEST GLOBAL SOVEREIGN BONDS A

| | | | |
|---------------------|-----|--|----------------|
| Devise : | EUR | Affectation des revenus nets : | Capitalisation |
| Couverture change : | Non | Affectation des plus et moins-values : | Capitalisation |

FR0012217958 - OFI INVEST GLOBAL SOVEREIGN BONDS RF

| | | | |
|---------------------|-----|--|----------------|
| Devise : | EUR | Affectation des revenus nets : | Capitalisation |
| Couverture change : | Non | Affectation des plus et moins-values : | Capitalisation |

Exposition directe sur le marché d'action (hors obligations convertibles)

| Ventilation des expositions significatives par pays Montants exprimés en milliers | Exposition +/- | Exposition | | |
|--|-------------------|------------|-----------|-----------|
| | | +/- | +/- | +/- |
| Actif | | | | |
| Actions et valeurs assimilées | - | - | - | - |
| Opérations temporaires sur titres | - | - | - | - |
| Passif | | | | |
| Opérations de cession sur instruments financiers | - | - | - | - |
| Opérations temporaires sur titres | - | - | - | - |
| Hors-bilan | | | | |
| Futures | - | NA | NA | NA |
| Options | - | NA | NA | NA |
| Swaps | - | NA | NA | NA |
| Autres instruments financiers | - | NA | NA | NA |
| Total | - | NA | NA | NA |

Exposition sur le marché des obligations convertibles

| Ventilation par pays et maturité de l'exposition Montants exprimés en milliers | Exposition +/- | Décomposition de l'exposition par maturité | | Décomposition par niveau de deltas | |
|---|-------------------|--|---------------|------------------------------------|----------|
| | | < 1 an | 1 < X < 5 ans | > 5 ans | < 0,6 |
| | - | - | - | - | - |
| Total | - | - | - | - | - |

Exposition directe sur le marché de taux (hors obligations convertibles)

| Ventilation par nature de taux Montants exprimés en milliers | Exposition +/- | Taux fixe +/- | Taux variable ou révisable +/- | Taux indexé +/- | Autre ou sans contrepartie de taux +/- |
|---|-------------------|------------------|-----------------------------------|--------------------|---|
| | | | | | |
| Actif | | | | | |
| Dépôts | - | - | - | - | - |
| Obligations | 92 282 | 89 279 | - | 3 004 | - |
| Titres de créances | - | - | - | - | - |
| Opérations temporaires sur titres | - | - | - | - | - |
| Comptes financiers | 78 | - | - | - | 78 |
| Passif | | | | | |
| Opérations de cession sur instruments financiers | - | - | - | - | - |
| Opérations temporaires sur titres | - | - | - | - | - |
| Comptes financiers | -67 | - | - | - | -67 |
| Hors-bilan | | | | | |
| Futures | NA | -18 182 | - | - | - |
| Options | NA | - | - | - | - |
| Swaps | NA | - | - | - | - |
| Autres instruments | NA | - | - | - | - |
| Total | NA | 71 097 | - | 3 004 | 11 |
| | | | | | |
| Ventilation par durée résiduelle Montants exprimés en milliers | | 0-3 mois +/- | 3 mois-1 an +/- | 1-3 ans +/- | 3-5 ans +/- |
| | | | | | >5 ans +/- |
| Actif | | | | | |
| Dépôts | - | - | - | - | - |
| Obligations | - | 2 690 | 17 382 | 19 042 | 53 168 |
| Titres de créances | - | - | - | - | - |
| Opérations temporaires sur titres | - | - | - | - | - |
| Comptes financiers | 78 | - | - | - | - |
| Passif | | | | | |
| Opérations de cession sur instruments financiers | - | - | - | - | - |
| Opérations temporaires sur titres | - | - | - | - | - |
| Comptes financiers | -67 | - | - | - | - |

Exposition directe sur le marché de taux (hors obligations convertibles) (suite)

| Ventilation par durée résiduelle | 0-3 mois +/- | 3 mois-1 an +/- | 1-3 ans +/- | 3-5 ans +/- | >5 ans +/- |
|----------------------------------|-----------------|--------------------|----------------|----------------|---------------|
| Montants exprimés en milliers | | | | | |
| Hors-bilan | | | | | |
| Futures | - | - | -8 074 | -14 076 | 3 968 |
| Options | - | - | - | - | - |
| Swaps | - | - | - | - | - |
| Autres instruments | - | - | - | - | - |
| Total | 11 | 2 690 | 9 308 | 4 967 | 57 136 |

Exposition directe sur le marché des devises

| Ventilation par devise | USD +/- | GBP +/- | JPY +/- | +/- |
|--|------------|------------|--------------|----------|
| Montants exprimés en milliers | | | | |
| Actif | | | | |
| Dépôts | - | - | - | - |
| Actions et valeurs assimilées | - | - | - | - |
| Obligations et valeurs assimilées | 27 524 | 8 715 | 11 457 | - |
| Titres de créances | - | - | - | - |
| Opérations temporaires sur titres | - | - | - | - |
| Créances | 96 | 46 | - | - |
| Comptes financiers | - | - | 78 | - |
| Passif | | | | |
| Opérations de cession sur instruments financiers | - | - | - | - |
| Opérations temporaires sur titres | - | - | - | - |
| Dettes | - | - | - | - |
| Comptes financiers | -46 | -18 | - | - |
| Hors-bilan | | | | |
| Devises à recevoir | 1 059 | 80 | 1 473 | - |
| Devises à livrer | -28 483 | -8 811 | -11 567 | - |
| Futures options swaps | 0 | 0 | - | - |
| Autres opérations | - | - | - | - |
| Total | 151 | 12 | 1 441 | - |

Exposition directe aux marchés de crédit

| Ventilation par la notation des investissements Montants exprimés en milliers | Investment Grade +/- | Non Investment Grade +/- | Non notés +/- |
|--|-------------------------|-----------------------------|------------------|
| Actif | | | |
| Obligations convertibles en actions | - | - | - |
| Obligations et valeurs assimilées | 92 282 | - | - |
| Titres de créances | - | - | - |
| Opérations temporaires sur titres | - | - | - |
| Passif | | | |
| Opérations de cession sur instruments financiers | - | - | - |
| Opérations temporaires sur titres | - | - | - |
| Hors-bilan | | | |
| Dérivés de crédits | - | - | - |
| Solde net | 92 282 | - | - |

Exposition des opérations faisant intervenir une contrepartie

| Ventilation par contrepartie Montants exprimés en milliers | valeur actuelle constitutive d'une créance | valeur actuelle constitutive d'une dette |
|---|--|--|
| Opérations figurant à l'actif du bilan | | |
| Dépôts | - | |
| Instruments financiers à terme non compensés | 199 | |
| <i>Société Générale</i> | 11 | |
| <i>JP Morgan</i> | 169 | |
| <i>CACIB</i> | 5 | |
| <i>Natixis</i> | 3 | |
| <i>Bnp Paribas</i> | 10 | |
| <i>Goldman Sachs</i> | 1 | |
| Créances représentatives de titres reçus en pension | - | |
| Créances représentatives de titres donnés en garantie | - | |
| Créances représentatives de titres prêtés | - | |
| Titres financiers empruntés | - | |
| Titres reçus en garantie | - | |
| Titres financiers donnés en pension | - | |

Exposition des opérations faisant intervenir une contrepartie (suite)

| Ventilation par contrepartie Montants exprimés en milliers | valeur actuelle constitutive d'une créance | valeur actuelle constitutive d'une dette |
|---|--|--|
| Créances | - | |
| Collatéral espèces | - | |
| Dépôt de garantie espèces versé | - | |
| Comptes financiers | 78 | |
| <i>Société Générale</i> | 78 | |
| Opérations figurant au passif du bilan | | |
| Dettes représentatives des titres empruntés | | - |
| Dettes représentatives de titres donnés en pension | | - |
| Instruments financiers à terme non compensés | 125 | |
| <i>Société Générale</i> | 12 | |
| <i>JP Morgan</i> | 86 | |
| <i>CACIB</i> | 26 | |
| <i>Bnp Paribas</i> | 1 | |
| Dettes | - | |
| Collatéral espèces | - | |
| Concours bancaires | 67 | |
| <i>Société Générale</i> | 67 | |

Expositions indirectes pour les OPC de multi-gestion

| Code ISIN | Dénomination du Fonds | | Orientation des placements / style de gestion | Devise de la part d'OPC | Montant de l'exposition exprimé en milliers |
|--------------------|---|--------|---|-------------------------|---|
| Société de gestion | Pays de domiciliation du fonds | | | | |
| FR001400KPZ3 | OFI INVEST ESG LIQUIDITES I <i>OFI INVEST AM</i> | France | Monétaire | EUR | 2 389 |
| Total | | | | | 2 389 |

Créances et Dettes

| Ventilation par nature | 30/09/2025 |
|---|--------------------|
| Créances | |
| Dépôt de garantie sur les marchés à terme | 383 226,57 |
| Coupons à recevoir | 6 097,50 |
| Total créances | 389 324,07 |
| Dettes | |
| Provision pour frais de gestion fixes à payer | -53 014,36 |
| Provision commission de mouvement | -1 575,12 |
| Achat à règlement différé | -677 728,87 |
| Total dettes | -732 318,35 |
| Total | -342 994,28 |

Frais de gestion

| | |
|---|------|
| Catégorie de parts A | |
| Pourcentage de frais de gestion fixes | 0,83 |
| Commission de performance (frais variables) | - |
| Rétrocession de frais de gestion | - |
| Catégorie de parts RF | |
| Pourcentage de frais de gestion fixes | 0,30 |
| Commission de performance (frais variables) | - |
| Rétrocession de frais de gestion | - |

Engagements reçus et donnés

Description des garanties reçues par l'OPC avec notamment mention des garanties de capital

Néant

Autres engagements reçus et / ou donnés

Néant

| Autres engagements (par nature de produit) | 30/09/2025 |
|---|------------|
| Garanties reçues | - |
| dont instruments financiers reçus en garantie et non inscrits au bilan | - |
| Garanties données | - |
| dont instruments financiers donnés en garantie et maintenus dans leur poste d'origine | - |
| Engagements de financement reçus mais non encore tirés | - |
| Engagements de financement donnés mais non encore tirés | - |
| Autres engagements hors bilan | - |
| Total | - |

Autres informations

| Code | Nom | Quantité | Cours | Valeur actuelle (en euros) |
|--|-----------------------------|----------|----------|-------------------------------|
| Valeur actuelle des instruments financiers faisant l'objet d'une acquisition temporaire | | | | |
| | Néant | | | |
| Instruments financiers détenus en portefeuille émis par les entités liées à la société de gestion (fonds) ou au(x) gestionnaire(s) financier(s) (SICAV) et OPC à capital variable gérés par ces entités | | | | |
| FR001400KPZ3 | OFI INVEST ESG LIQUIDITES I | 2 251,00 | 1 061,13 | 2 388 603,63 |

Affectation des sommes distribuables afférentes aux revenus nets

| | 30/09/2025 | 30/09/2024 |
|--|-------------------|------------------|
| Catégorie de parts A | | |
| Revenus nets | 900 840,38 | 21 866,33 |
| Acomptes sur revenus nets versés au titre de l'exercice (*) | - | - |
| Revenus de l'exercice à affecter (**) | 900 840,38 | 21 866,33 |
| Report à nouveau | - | - |
| Sommes distribuables au titre du revenu net | 900 840,38 | 21 866,33 |
| Affectation : | | |
| Distribution | - | - |
| Report à nouveau du revenu de l'exercice | - | - |
| Capitalisation | 900 840,38 | 21 866,33 |
| Total | 900 840,38 | 21 866,33 |
| * Information relative aux acomptes versés | | |
| Montant unitaire | - | - |
| Crédits d'impôts totaux | - | - |
| Crédits d'impôts unitaires | - | - |
| ** Information relative aux actions ou parts ouvrant droit à distribution | | |
| Nombre d'actions ou parts | - | - |
| Distribution unitaire restant à verser après règlement des acomptes | - | - |
| Crédits d'impôt attaché à la distribution du revenu | - | - |

Affectation des sommes distribuables afférentes aux revenus nets (suite)

| | 30/09/2025 | 30/09/2024 |
|--|-------------------|-----------------|
| Catégorie de parts RF | | |
| Revenus nets | 411 049,28 | 2 555,41 |
| Acomptes sur revenus nets versés au titre de l'exercice (*) | - | - |
| Revenus de l'exercice à affecter (**) | 411 049,28 | 2 555,41 |
| Report à nouveau | - | 2,38 |
| Sommes distribuables au titre du revenu net | 411 049,28 | 2 557,79 |
| Affectation : | | |
| Distribution | - | - |
| Report à nouveau du revenu de l'exercice | - | - |
| Capitalisation | 411 049,28 | 2 557,79 |
| Total | 411 049,28 | 2 557,79 |
| * Information relative aux acomptes versés | | |
| Montant unitaire | - | - |
| Crédits d'impôts totaux | - | - |
| Crédits d'impôts unitaires | - | - |
| ** Information relative aux actions ou parts ouvrant droit à distribution | | |
| Nombre d'actions ou parts | - | 422,0000 |
| Distribution unitaire restant à verser après règlement des acomptes | - | - |
| Crédits d'impôt attaché à la distribution du revenu | - | - |

Affectation des sommes distribuables afférentes aux plus et moins-values réalisées nettes

| | 30/09/2025 | 30/09/2024 |
|---|----------------------|-------------------|
| Catégorie de parts A | | |
| Plus ou moins-values réalisées nettes de l'exercice | -2 887 965,53 | -34 249,61 |
| Acomptes sur plus et moins-values réalisées nettes versées au titre de l'exercice (*) | - | - |
| Plus ou moins-values réalisées nettes à affecter (**) | -2 887 965,53 | -34 249,61 |
| Plus et moins-values réalisées nettes antérieures non distribuées | - | - |
| Sommes distribuables au titre des plus ou moins-values réalisées | -2 887 965,53 | -34 249,61 |
| Affectation : | | |
| Distribution | - | - |
| Report à nouveau des plus ou moins-values réalisées nettes | - | - |
| Capitalisation | -2 887 965,53 | -34 249,61 |
| Total | -2 887 965,53 | -34 249,61 |
| * Information relative aux acomptes versés | | |
| Acomptes unitaires versés | - | - |
| ** Information relative aux actions ou parts ouvrant droit à distribution | | |
| Nombre d'actions ou parts | - | - |
| Distribution unitaire restant à verser après règlement des acomptes | - | - |
| Catégorie de parts RF | | |
| Plus ou moins-values réalisées nettes de l'exercice | -900 203,60 | -1 359,20 |
| Acomptes sur plus et moins-values réalisées nettes versées au titre de l'exercice (*) | - | - |
| Plus ou moins-values réalisées nettes à affecter (**) | -900 203,60 | -1 359,20 |
| Plus et moins-values réalisées nettes antérieures non distribuées | 317 346,46 | 5 226,15 |
| Sommes distribuables au titre des plus ou moins-values réalisées | -582 857,14 | 3 866,95 |
| Affectation : | | |
| Distribution | - | - |
| Report à nouveau des plus ou moins-values réalisées nettes | - | 3 866,95 |
| Capitalisation | -582 857,14 | - |
| Total | -582 857,14 | 3 866,95 |
| * Information relative aux acomptes versés | | |
| Acomptes unitaires versés | - | - |
| ** Information relative aux actions ou parts ouvrant droit à distribution | | |
| Nombre d'actions ou parts | - | 422,0000 |
| Distribution unitaire restant à verser après règlement des acomptes | - | - |

L'inventaire des dépôts et des instruments financiers

| Libellé de l'instrument | Secteur d'activité | Devise | Qté Nbre ou nominal | Valeur actuelle | % Actif Net |
|---|--------------------|--------|---------------------|----------------------|--------------|
| Immobilisations corporelles nettes | | | | - | - |
| Actions et valeurs assimilées | | | | - | - |
| <i>Négociées sur un marché réglementé ou assimilé</i> | | | | - | - |
| <i>Non négociées sur un marché réglementé ou assimilé</i> | | | | - | - |
| Obligations convertibles en actions | | | | - | - |
| <i>Négociées sur un marché réglementé ou assimilé</i> | | | | - | - |
| <i>Non négociées sur un marché réglementé ou assimilé</i> | | | | - | - |
| Obligations et valeurs assimilées | | | | 92 282 251,09 | 97,74 |
| <i>Négociées sur un marché réglementé ou assimilé</i> | | | | 92 282 251,09 | 97,74 |
| BONDS Y OBLIG DEL ESTADO 3.25% 30/04/2034 | Admin. publique | EUR | 343 000,00 | 351 709,24 | 0,37 |
| BTPS 2.15% 01/03/2072 | Admin. publique | EUR | 156 000,00 | 91 706,34 | 0,10 |
| BTPS 3.7% 15/06/2030 | Admin. publique | EUR | 947 000,00 | 998 212,93 | 1,06 |
| BUNDESREPUB DEUTSCHLAND 1.70% 15/08/2032 | Admin. publique | EUR | 81 176,00 | 77 564,12 | 0,08 |
| EUROPEAN UNION 0.2% 04/06/2036 | Autre | EUR | 3 090 000,00 | 2 270 895,18 | 2,41 |
| EUROPEAN UNION 2.75% 04/12/2037 | Autre | EUR | 1 042 000,00 | 1 007 815,55 | 1,07 |
| FEDERAL REPUBLIC OF GERMANY 0% 15/05/2036 | Admin. publique | EUR | 429 015,11 | 319 839,34 | 0,34 |
| FEDERAL REPUBLIC OF GERMANY 0% 15/08/2029 | Admin. publique | EUR | 559 221,00 | 514 679,05 | 0,55 |
| FEDERAL REPUBLIC OF GERMANY 0% 15/11/2028 | Admin. publique | EUR | 441 966,00 | 414 555,27 | 0,44 |
| FEDERAL REPUBLIC OF GERMANY 0.0% 10/04/2026 | Admin. publique | EUR | 398 515,00 | 394 478,04 | 0,42 |
| FEDERAL REPUBLIC OF GERMANY 1.80% 15/08/2053 | Admin. publique | EUR | 228 500,00 | 168 602,64 | 0,18 |
| FEDERAL REPUBLIC OF GERMANY 2.1% 12/04/2029 | Admin. publique | EUR | 4 140 044,00 | 4 174 337,74 | 4,42 |
| FEDERAL REPUBLIC OF GERMANY 2.3% 15/02/2033 | Admin. publique | EUR | 1 046 621,96 | 1 047 197,75 | 1,11 |
| FEDERAL REPUBLIC OF GERMANY 2.5% 04/07/2044 | Admin. publique | EUR | 384 571,00 | 352 011,06 | 0,37 |
| FEDERAL REPUBLIC OF GERMANY 4.75% 04/07/2040 | Admin. publique | EUR | 270 592,00 | 329 192,03 | 0,35 |
| FINNISH GOVERMENT 0.75% 15/04/2031 | Admin. publique | EUR | 87 000,00 | 79 152,87 | 0,08 |
| FINNISH GOVERNMENT 0.125% 15/04/2036 | Admin. publique | EUR | 84 000,00 | 61 338,66 | 0,06 |
| FINNISH GOVERNMENT 0.50% 15/09/2027 | Admin. publique | EUR | 177 000,00 | 171 734,76 | 0,18 |
| FINNISH GOVERNMENT 1.125% 15/04/2034 | Admin. publique | EUR | 72 000,00 | 62 503,18 | 0,07 |
| FRANCE 0.5% 25/05/2072 | Admin. publique | EUR | 320 495,00 | 82 588,62 | 0,09 |
| FRANCE 0.75% 25/12/2028 | Admin. publique | EUR | 1 505 690,00 | 1 440 930,89 | 1,53 |
| FRANCE 2.75% 25/02/2029 | Admin. publique | EUR | 595 437,00 | 610 751,64 | 0,65 |
| FRANCE 3.5% 25/11/2035 | Admin. publique | EUR | 3 286 000,00 | 3 374 695,45 | 3,57 |
| FRANCE GOVT OF 3% 25/05/2054 | Admin. publique | EUR | 356 546,00 | 283 537,83 | 0,30 |
| FRANCE O A T 3.5% 25/11/2033 | Admin. publique | EUR | 393 139,00 | 411 424,65 | 0,44 |
| FRANCE OAT 2.5 05/25/2030 | Admin. publique | EUR | 655 456,00 | 656 487,76 | 0,70 |

L'inventaire des dépôts et des instruments financiers (suite)

| Libellé de l'instrument | Secteur d'activité | Devise | Qté Nbre ou nominal | Valeur actuelle | % Actif Net |
|--|--------------------|--------|---------------------|-----------------|-------------|
| FRANCE OAT 25/05/2045 | Admin. publique | EUR | 375 777,00 | 339 174,57 | 0,36 |
| FRENCH REPUBLIC 1.25% 25/05/2036 | Admin. publique | EUR | 2 663 022,00 | 2 130 156,77 | 2,26 |
| FRENCH REPUBLIC 1.75% 25/05/2066 | Admin. publique | EUR | 267 660,00 | 137 885,82 | 0,15 |
| FRENCH REPUBLIC i 0.10% 25/07/2036 | Admin. publique | EUR | 862 349,00 | 926 109,39 | 0,98 |
| GERMANY 0% 15/08/2031 | Admin. publique | EUR | 420 919,00 | 367 479,12 | 0,39 |
| GERMANY 1.30% 15/10/2027 | Admin. publique | EUR | 28 706,00 | 28 683,52 | 0,03 |
| GERMANY 2.6% 15/08/2034 | Admin. publique | EUR | 99 215,00 | 99 310,16 | 0,11 |
| GILT 4.25% 07/06/2032 | Admin. publique | GBP | 120 264,00 | 139 299,82 | 0,15 |
| GILT 4.25% 07/12/2027 | Admin. publique | GBP | 3 048 022,77 | 3 570 251,41 | 3,78 |
| GILT 4.75% 07/12/2030 | Admin. publique | GBP | 455 677,00 | 546 047,35 | 0,58 |
| IRELAND 0.4% 15/05/2035 | Admin. publique | EUR | 222 486,00 | 174 808,20 | 0,19 |
| IRISH GOVT 0.35% 18/10/2032 | Admin. publique | EUR | 153 334,00 | 130 859,31 | 0,14 |
| ITALIAN REPUBLIC 5% 01/08/2034 | Admin. publique | EUR | 649 000,00 | 736 241,12 | 0,78 |
| ITALIAN REPUBLIC 6.5% 01/11/2027 | Admin. publique | EUR | 886 938,00 | 988 431,28 | 1,05 |
| ITALIAN REPUBLIC i 1.5% 15/05/2029 | Admin. publique | EUR | 1 904 000,00 | 2 077 493,88 | 2,20 |
| JAPAN 0.1% 20/12/2026 | Admin. publique | JPY | 25 700 000,00 | 146 850,15 | 0,16 |
| JAPAN 0.4% 20/03/2056 | Admin. publique | JPY | 168 050 000,00 | 468 077,14 | 0,50 |
| JAPAN 0.6% 20/09/2050 | Admin. publique | JPY | 102 050 000,00 | 347 292,95 | 0,37 |
| JAPAN 1% 20/03/2034 | Admin. publique | JPY | 282 300 000,00 | 1 556 728,28 | 1,65 |
| JAPAN 1% 20/12/2035 | Admin. publique | JPY | 13 400 000,00 | 72 504,44 | 0,08 |
| JAPAN 1.30% 20/03/2063 | Admin. publique | JPY | 432 800 000,00 | 1 456 929,85 | 1,54 |
| JAPAN 1.4% 20/12/2045 | Admin. publique | JPY | 255 550 000,00 | 1 200 113,28 | 1,27 |
| JAPAN 10 YR ISSUE 0.10% 20/09/2027 | Admin. publique | JPY | 23 300 000,00 | 132 138,61 | 0,14 |
| JAPAN 2% 20/09/2040 | Admin. publique | JPY | 353 900 000,00 | 1 987 989,46 | 2,11 |
| JAPAN GOVERNMENT 2.4% 20/03/2055 | Admin. publique | JPY | 355 250 000,00 | 1 785 142,59 | 1,89 |
| KINGDOM OF BELGIUM 2.15% 22/06/2066 | Admin. publique | EUR | 70 639,00 | 42 581,77 | 0,05 |
| KINGDOM OF BELGIUM 2.75% 22/04/2039 | Admin. publique | EUR | 242 398,00 | 223 643,87 | 0,24 |
| KINGDOM OF SPAIN 2.90% 31/10/2046 | Admin. publique | EUR | 168 000,00 | 149 480,67 | 0,16 |
| KINGDOM OF SPAIN 4% 31/10/2054 | Admin. publique | EUR | 664 000,00 | 678 011,67 | 0,72 |
| KINGDOM OF THE NETHERLANDS 0% 15/01/2052 | Admin. publique | EUR | 174 380,00 | 73 577,90 | 0,08 |
| OAT 4% 25/04/2055 | Admin. publique | EUR | 215 520,00 | 207 809,61 | 0,22 |
| OAT 5.75% 25/10/2032 | Admin. publique | EUR | 401 250,00 | 490 237,91 | 0,52 |
| OBRIGACOES DO TESOURO 3.625% 12/06/2054 | Admin. publique | EUR | 54 117,00 | 51 772,83 | 0,05 |
| REGION WALLONNE 3.5% 15/03/2043 | Admin. publique | EUR | 300 000,00 | 278 338,19 | 0,29 |
| REGION WALLONNE 3.9% 22/06/2054 | Admin. publique | EUR | 300 000,00 | 273 809,59 | 0,29 |
| REPUBLIC FRENCH 4.5% 25/04/2041 | Admin. publique | EUR | 112 326,00 | 122 255,17 | 0,13 |
| REPUBLIC OF AUSTRALIA 0.25% 20/10/2036 | Admin. publique | EUR | 749 000,00 | 548 894,70 | 0,58 |
| REPUBLIC OF ITALY 3.45% 01/03/2048 | Admin. publique | EUR | 337 000,00 | 301 680,52 | 0,32 |
| REPUBLIC OF ITALY 2.8% 01/03/2067 | Admin. publique | EUR | 150 000,00 | 105 916,17 | 0,11 |
| REPUBLIC OF ITALY 3.35% 01/03/2035 | Admin. publique | EUR | 700 000,00 | 699 593,15 | 0,74 |
| REPUBLIC OF ITALY 4.5% 01/10/2053 | Admin. publique | EUR | 271 000,00 | 275 922,25 | 0,29 |
| REPUBLIC OF ITALY 4.75% 01/09/2028 | Admin. publique | EUR | 4 726 000,00 | 5 063 614,47 | 5,36 |
| REPUBLIC OF PORTUGAL 0.9% 12/10/2035 | Admin. publique | EUR | 286 568,00 | 234 413,61 | 0,25 |

L'inventaire des dépôts et des instruments financiers (suite)

| Libellé de l'instrument | Secteur d'activité | Devise | Qté Nbre ou nominal | Valeur actuelle | % Actif Net |
|--|--------------------|--------|---------------------|-----------------|-------------|
| REPUBLIC OF PORTUGAL 1.15% 11/04/2042 | Admin. publique | EUR | 54 117,00 | 37 812,21 | 0,04 |
| REPUBLIC OF PORTUGAL 1.95% 15/06/2029 | Admin. publique | EUR | 222 486,00 | 221 587,89 | 0,23 |
| REPUBLIC OF SLOVAKIA 2% 17/10/2047 | Admin. publique | EUR | 2 369 687,00 | 1 663 420,94 | 1,76 |
| SPAIN 1% 30/07/2042 | Admin. publique | EUR | 3 319 000,00 | 2 198 317,83 | 2,33 |
| SPAIN 2.7% 31/01/2030 | Admin. publique | EUR | 2 441 000,00 | 2 504 464,33 | 2,65 |
| SPANISH GOVERNMENT 0.85% 30/07/2037 | Admin. publique | EUR | 338 000,00 | 253 973,34 | 0,27 |
| THE GOVERNMENT OF JAPAN 0.2% 20/03/2028 | Admin. publique | JPY | 407 250 000,00 | 2 303 465,05 | 2,44 |
| UK 3.5% 22/07/2068 | Admin. publique | GBP | 541 181,00 | 430 577,89 | 0,46 |
| UK 0.875% 31/01/2046 | Admin. publique | GBP | 90 197,00 | 46 251,19 | 0,05 |
| UK 4.25% 31/07/2034 | Admin. publique | GBP | 90 197,00 | 101 270,14 | 0,11 |
| UK TREASURY GILT 0.625% 31/07/2035 | Admin. publique | GBP | 860 197,00 | 673 042,05 | 0,71 |
| UNITED KINGDOM 1.25% 31/07/2051 | Admin. publique | GBP | 974 402,00 | 468 853,91 | 0,50 |
| UNITED KINGDOM GILT 1.125% 22/10/2073 | Admin. publique | GBP | 1 418 012,29 | 505 976,21 | 0,54 |
| UNITED KINGDOM GILT 4.375% 31/01/2040 | Admin. publique | GBP | 30 065,00 | 32 093,94 | 0,03 |
| UNITED KINGDOM GILT 4.5% 07/06/2028 | Admin. publique | GBP | 1 772 498,00 | 2 086 162,51 | 2,21 |
| UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHE 0.375% 22/10/2030 | Admin. publique | GBP | 120 264,00 | 115 235,99 | 0,12 |
| UNITED STATES OF AMERICA 2.75% 15/08/2047 | Admin. publique | USD | 847 800,00 | 525 250,22 | 0,56 |
| UNITED STATES OF AMERICA 4% 15/11/2042 | Admin. publique | USD | 1 578 400,00 | 1 262 236,40 | 1,34 |
| UNITED STATES OF AMERICA 4.0% 30/06/2028 | Admin. publique | USD | 3 329 700,00 | 2 890 438,88 | 3,06 |
| UNITED STATES OF AMERICA 4.125% 15/08/2044 | Admin. publique | USD | 1 788 900,00 | 1 420 704,71 | 1,50 |
| UNITED STATES OF AMERICA 4.125% 30/11/2031 | Admin. publique | USD | 6 742 400,00 | 5 899 350,42 | 6,25 |
| UNITED STATES OF AMERICA 4.125% 31/08/2030 | Admin. publique | USD | 2 327 900,00 | 2 021 235,64 | 2,14 |
| UNITED STATES OF AMERICA 4.25% 15/05/2039 | Admin. publique | USD | 1 656 500,00 | 1 410 941,27 | 1,49 |
| UNITED STATES OF AMERICA 4.25% 30/11/2029 | Admin. publique | USD | 3 878 500,00 | 3 399 603,96 | 3,60 |
| UNITED STATES OF AMERICA 5.25% 15/02/2029 | Admin. publique | USD | 9 000,00 | 8 115,16 | 0,01 |
| US TREASURY NB 4.625% 15/05/2054 | Admin. publique | USD | 3 833 100,00 | 3 260 033,00 | 3,45 |
| USA 3.375% 15/05/2033 | Admin. publique | USD | 1 813 200,00 | 1 502 059,45 | 1,59 |
| USA 4% 15/11/2052 | Admin. publique | USD | 1 358 900,00 | 1 039 991,38 | 1,10 |
| USA 4.125% 15/06/2026 | Admin. publique | USD | 2 658 100,00 | 2 295 271,69 | 2,43 |
| USA 4.250% 15/08/2035 | Admin. publique | USD | 683 000,00 | 589 018,38 | 0,62 |
| <i>Non négociées sur un marché réglementé ou assimilé</i> | | | | - | - |
| Titres de créances | | | | - | - |
| <i>Négociés sur un marché réglementé ou assimilé</i> | | | | - | - |
| <i>Non négociés sur un marché réglementé ou assimilé</i> | | | | - | - |

L'inventaire des dépôts et des instruments financiers (suite)

| Libellé de l'instrument | Secteur d'activité | Devise | Qté Nbre ou nominal | Valeur actuelle | % Actif Net |
|---|--------------------|--------|---------------------|----------------------|---------------|
| Parts d'OPC et de fonds d'investissements | | | | 2 388 603,63 | 2,53 |
| OPCVM | | | | 2 388 603,63 | 2,53 |
| OFI INVEST ESG LIQUIDITES I | Finance/Assurance | EUR | 2 251,00 | 2 388 603,63 | 2,53 |
| FIA et équivalents d'autres Etats membres de l'Union Européenne | | | | - | - |
| Autres OPC et fonds d'investissements | | | | - | - |
| Dépôts | | | | - | - |
| Opérations temporaires sur titres | | | | - | - |
| Créances représentatives de titres financiers reçus en pension | | | | - | - |
| Créances représentatives de titres donnés en garantie | | | | - | - |
| Créances représentatives de titres financiers prêtés | | | | - | - |
| Titres financiers empruntés | | | | - | - |
| Titres financiers donnés en pension | | | | - | - |
| Autres opérations temporaires | | | | - | - |
| Opérations de cession sur instruments financiers | | | | - | - |
| Opérations temporaires sur titres financiers | | | | - | - |
| Prêts | | | | - | - |
| Emprunts | | | | - | - |
| Autres actifs éligibles | | | | - | - |
| Autres passifs éligibles | | | | - | - |
| Total | | | | 94 670 854,72 | 100,27 |

L'inventaire des instruments financiers à terme hors IFT utilisés en couverture d'une catégorie de parts

L'inventaire des opérations à terme de devises

| Type d'opération | Valeur actuelle présentée au bilan | | Montant de l'exposition | | | |
|-------------------------|------------------------------------|--------|-------------------------|--------------|----------------------|---------------|
| | Actif | Passif | Devises à recevoir (+) | | Devises à livrer (-) | |
| | | | Devise | Montant | Devise | Montant |
| OVCT 25/10/2015 JPY/EUR | 130 001,28 | - | EUR | 9 436 567,18 | JPY | -9 306 565,90 |
| OVCT 25/10/2015 GBP/EUR | 39 494,06 | - | EUR | 6 165 295,94 | GBP | -6 125 801,88 |
| OVCT 25/10/2015 USD/EUR | 9 661,90 | - | EUR | 806 854,75 | USD | -797 192,85 |
| OVCT 25/10/2015 GBP/EUR | 5 723,86 | - | EUR | 1 078 958,81 | GBP | -1 073 234,95 |
| OVCT 25/10/2015 JPY/EUR | 4 328,92 | - | EUR | 570 059,87 | JPY | -565 730,95 |
| OVCT 25/10/2015 USD/EUR | 3 339,66 | - | EUR | 522 007,76 | USD | -518 668,10 |

L'inventaire des opérations à terme de devises (suite)

| Type d'opération | Valeur actuelle présentée au bilan | | Montant de l'exposition | | | | |
|-------------------------|------------------------------------|-------------------|-------------------------|----------------------|--------|---------|-----------------------|
| | Actif | Passif | Devises à recevoir (+) | Devises à livrer (-) | Devise | Montant | Devise |
| OVCT 25/10/2015 GBP/EUR | 2 893,74 | - | EUR | 533 959,54 | GBP | - | -531 065,80 |
| OVCT 25/10/2015 USD/EUR | 1 291,08 | - | EUR | 332 951,18 | USD | - | -331 660,10 |
| OVCT 25/10/2015 GBP/EUR | 1 276,60 | - | EUR | 997 266,92 | GBP | - | -995 990,32 |
| OVCT 25/10/2015 GBP/EUR | 548,09 | - | EUR | 85 287,58 | GBP | - | -84 739,49 |
| OVCT 251015 JPY/EUR | - | 125,68 | EUR | 564 819,43 | JPY | - | -564 945,11 |
| OVCT 251015 JPY/EUR | - | 251,35 | EUR | 1 129 639,61 | JPY | - | -1 129 890,96 |
| OVCT 251015 USD/EUR | - | 565,50 | EUR | 172 080,67 | USD | - | -172 646,17 |
| OACT 251015 GBP/EUR | - | 643,02 | GBP | 80 146,17 | EUR | - | -80 789,19 |
| OACT 251015 USD/EUR | - | 2 168,31 | USD | 775 875,75 | EUR | - | -778 044,06 |
| OACT 251015 JPY/EUR | - | 3 289,58 | JPY | 429 415,56 | EUR | - | -432 705,14 |
| OACT 251015 USD/EUR | - | 6 446,83 | USD | 282 906,91 | EUR | - | -289 353,74 |
| OVCT 251015 USD/EUR | - | 11 520,58 | EUR | 1 203 634,64 | USD | - | -1 215 155,22 |
| OACT 251015 JPY/EUR | - | 14 501,09 | JPY | 1 043 270,04 | EUR | - | -1 057 771,13 |
| OVCT 251015 USD/EUR | - | 85 117,11 | EUR | 25 362 063,90 | USD | - | -25 447 181,01 |
| Total | 198 559,19 | 124 629,05 | | 51 573 062,21 | | | -51 499 132,07 |

L'inventaire des instruments financiers à terme

| Libellé de l'instrument | Quantité | Valeur actuelle présentée au bilan | | Montant de l'exposition +/- |
|------------------------------|----------|------------------------------------|------------------|--------------------------------|
| | | Actif | Passif | |
| Actions | | | | |
| Total Actions | | - | - | - |
| Taux d'intérêts | | | | |
| Futures | | | | |
| EURO BOBL | -125 | - | 2 500,00 | -14 726 250,00 |
| EURO BUND | 6 | 5 220,00 | - | 771 420,00 |
| EURO SCHATZ | -22 | 2 310,00 | - | -2 353 560,00 |
| EURO-OAT | -19 | - | 27 300,00 | -2 305 650,00 |
| LONG GILT | 17 | - | 8 959,67 | 1 769 340,05 |
| SHORT EURO-BTP | -53 | - | 530,00 | -5 720 555,00 |
| US 10Y ULTRA | 34 | 17 952,27 | - | 3 329 920,36 |
| US 5Y NOTE | 7 | - | 3 909,59 | 650 525,25 |
| US LONG BOND | 2 | - | 2 180,85 | 198 457,45 |
| US ULTRA BOND 30Y | 2 | - | 2 765,96 | 204 361,70 |
| Sous-Total Futures | | 25 482,27 | 48 146,07 | -18 181 990,19 |
| Total Taux d'intérêts | | 25 482,27 | 48 146,07 | -18 181 990,19 |
| Change | | | | |
| Total Change | | - | - | - |

L'inventaire des instruments financiers à terme (suite)

| Libellé de l'instrument | Quantité | Valeur actuelle présentée au bilan | | Montant de l'exposition +/- |
|---------------------------------|----------|------------------------------------|--------|--------------------------------|
| | | Actif | Passif | |
| Crédit | | | | |
| Total Crédit | | - | - | - |
| Autres expositions | | | | |
| Total Autres expositions | | - | - | - |

L'inventaire des instruments financiers à terme utilisés en couverture d'une catégorie de parts

L'inventaire des opérations à terme de devises

| Type d'opération | Valeur actuelle présentée au bilan | | Montant de l'exposition | | | |
|------------------|------------------------------------|--------|-------------------------|---------|----------------------|---------|
| | Actif | Passif | Devises à recevoir (+) | | Devises à livrer (-) | |
| | | | Devise | Montant | Devise | Montant |
| Total | | - | - | - | - | - |

L'inventaire des instruments financiers à terme

| Libellé de l'instrument | Quantité | Valeur actuelle présentée au bilan | | Montant de l'exposition +/- |
|---------------------------------|----------|------------------------------------|--------|--------------------------------|
| | | Actif | Passif | |
| Actions | | | | |
| Total Actions | | - | - | - |
| Taux d'intérêts | | | | |
| Total Taux d'intérêts | | - | - | - |
| Change | | | | |
| Total Change | | - | - | - |
| Crédit | | | | |
| Total Crédit | | - | - | - |
| Autres expositions | | | | |
| Total Autres expositions | | - | - | - |

Synthèse de l'inventaire

| | Valeur actuelle présentée au bilan |
|--|---|
| Total inventaire des actifs et passifs éligibles (hors IFT) | 94 670 854,72 |
| Inventaire des IFT (hors IFT utilisés en couverture de parts émises) : | |
| Total opérations à terme de devises | 73 930,14 |
| Total instruments financiers à terme - actions | - |
| Total instruments financiers à terme - taux d'intérêts | -22 663,80 |
| Total instruments financiers à terme - change | - |
| Total instruments financiers à terme - crédit | - |
| Total instruments financiers à terme - autres expositions | - |
| Appels de marge | 22 663,81 |
| Inventaire des instruments financiers à terme utilisés en couverture de parts émises | - |
| Autres actifs (+) | 467 544,63 |
| Autres passifs (-) | -799 339,12 |
| Passifs de financement (-) | - |
| Total = actif net | 94 412 990,38 |